



Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n. 16

La croissance démographique
et ses implications pour le développement rural ACP

Bruxelles, 27 janvier 2010

Un Reader

Ressources sur

la croissance démographique des pays ACP¹

compilé par Isolina Boto et Camilla La Peccerella (CTA)



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

¹ La plus grande partie de ce Reader a été reprise directement des documents et des sites web officiels et toutes traductions sont non officiels. Le Reader ne se veut pas exhaustif mais vise à donner un aperçu général des défis que la croissance démographique pose au développement rural des pays ACP ainsi qu'à fournir des sources d'information utiles. Pour toutes contributions additionnelles, veuillez contacter Isolina Boto (boto@cta.int) ou Camilla La Peccerella (lapeccerella@cta.int).

Le Reader et une grande partie des ressources sont disponibles en ligne à : <http://bruxellesbriefings.net>.

Table des matières

1. Croissance démographique : situation actuelle et projections d'avenir	5
1.1 Taille de la population et croissance démographique	5
1.2. Répartition démographique	6
2. Moteurs de la dynamique démographique	7
2.1 Fécondité	7
2.2 Mortalité et pandémies	8
2.3 Estimations et impacts de la migration	10
3. Croissance démographique : le cas spécifique de l'Afrique sub-saharienne	11
4. Croissance démographique : les plus vulnérables	14
4.1 Les jeunes	14
4.2 Les femmes	14
5. Croissance démographique et développement rural : défis futurs ?	21
5.1 Croissance démographique, urbanisation et développement rural	21
5.2 Population, environnement et changement climatique	23
5.2.1 Impacts de la croissance démographique sur les ressources naturelles	23
5.2.2 Liens entre croissance démographique et changement climatique	27
6. Quelques questions politiques	34
Sélection de ressources en ligne (anglais et français)	37
Sites web	41
Glossaire	43
Acronymes	49

Croissance de la population dans les pays ACP

Introduction

Le 21^e siècle marquera une étape inédite dans l'histoire du monde: la croissance de la population sera presque exclusivement concentrée dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. La croissance de la population ne sera plus commune à toutes les régions. En bref, la Terre aura à la fin de ce siècle un visage démographique bien différent de celui qu'elle avait au début. Au-delà du déséquilibre entre les chiffres, nombre d'implications dans ce nouveau monde sont encore inconnues. On observera bien entendu une montée significative de la demande en nourriture, en eau et en énergie dans les pays en développement. Cette augmentation sera en partie due à la croissance des chiffres et en partie à l'augmentation du niveau de vie. L'augmentation de la demande en ressources découlera de l'amélioration du niveau de vie, probablement en fonction du ralentissement de la croissance de la population. On estime qu'une croissance démographique rapide entrave le développement, en particulier dans des pays disposant de peu de ressources financières face à la croissance démographique et à la nécessité d'étendre les services sanitaires, éducatifs et sociaux.

Les tendances démographiques de ce nouveau siècle se distinguent essentiellement de celles du siècle passé par la divergence grandissante non seulement entre régions, mais aussi au sein de ces dernières. Ainsi, bien que les populations rurales continuent d'augmenter partout en Afrique, certaines villes telles que Lagos, au Nigéria, qui ne comptait que 288 000 habitants en 1950 devraient selon l'ONU en accueillir aujourd'hui près de 13 millions. Le suivi de ces tendances permettra de comprendre l'évolution démographique actuelle et future².

1. Croissance démographique : situation actuelle et projections d'avenir

1.1. Taille de la population et croissance démographique

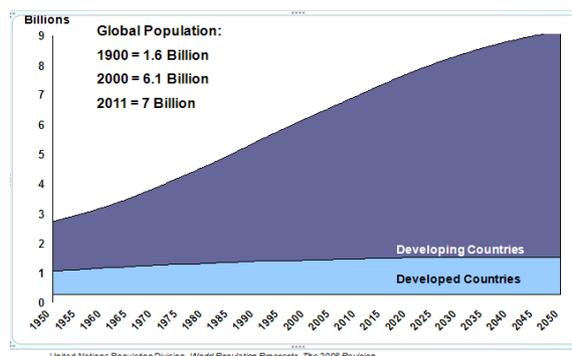
En 2009, la population mondiale atteignait 6,8 milliards, soit une augmentation d'environ 83 millions par rapport à 2008. Selon la révision de 2008 des estimations et des projections démographiques officielles des Nations unies, la population mondiale devrait atteindre 7 milliards fin 2011 et dépasser les 9 milliards d'ici 2050. Cette croissance sera en grande partie absorbée par les pays en développement. Entre 2009 et 2050, la population des régions les plus développées demeurera largement inchangée, soit 1,2 milliard d'habitants, et aurait chuté jusqu'à 1,15 milliard sans la migration nette en provenance des pays en développement (que l'on estime en moyenne à 2,4 millions d'arrivants par an entre 2009 et 2050). En revanche, la population des régions moins développées devrait passer de 5,6 milliards en 2009 à 7,9 milliards en 2050, augmentation répartie entre les tranches d'âge 15-59 ans (1,2 milliard) et 60 ans et plus (1,1 milliard), le nombre d'enfants âgés de moins de 15 ans des pays en développement devant diminuer.

Par ailleurs, la population des pays moins développés devrait plus que doubler, de 835 millions d'habitants en 2009 à 1,7 milliard en 2050. Par conséquent, 86 % de la population mondiale devrait donc résider dans les régions en développement d'ici 2050, dont 18 % dans les pays moins développés, contre 14 % seulement dans les régions développées³.

² C. Haub, *World Population Dynamics*, Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung, 2002, http://www.berlin-institut.org/fileadmin/user_upload/Studien/engl_Dynamics.pdf

³ ONU, *World Population prospects : the 2008 Revision, Highlights*, http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf

Tableau : La croissance démographique mondiale est presque totalement concentrée dans les pays les plus pauvres du monde.⁴



1.2 Répartition démographique

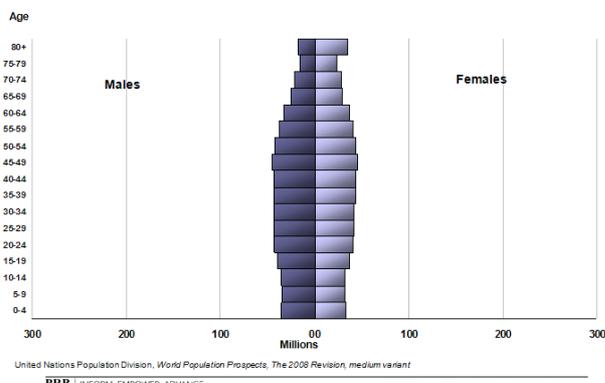
Une population toujours jeune dans les pays en développement

La population actuelle des régions moins développées demeure jeune, les enfants de moins de 15 ans représentant 30 % de la population et les jeunes de 15 à 24 ans, 19 %. En fait, le nombre d'enfants et de jeunes des régions moins développées atteint un pic sans précédent et problématique (1,6 milliard d'enfants et 1 milliard de jeunes), les pays en question étant confrontés à la nécessité d'éduquer ou d'employer ces cohortes d'enfants et de jeunes en pleine crise économique et financière. La situation des pays les moins développés est encore plus difficile, les enfants de moins de 15 ans représentant 40 % de la population et les jeunes, 20 %.

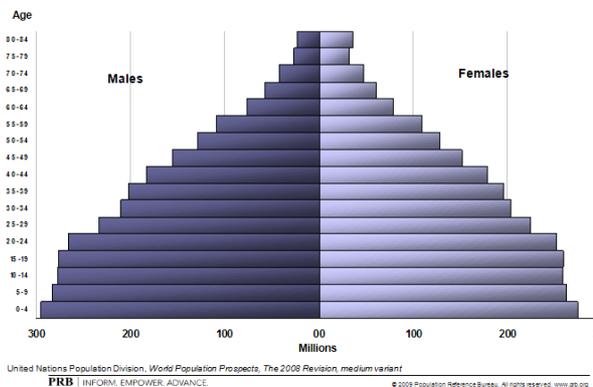
Dans les régions plus développées, les enfants et les jeunes représentent respectivement à peine 17 % et 13 % de la population, et, si l'on estime que le nombre d'enfants devrait se maintenir à approximativement 200 millions, les jeunes devraient en revanche passer de 163 à 134 millions en 2050. Qu'il s'agisse des régions plus et moins développées, le nombre de personnes en âge de travailler, à savoir principalement la tranche 25-59 ans, a atteint un sommet sans précédent : respectivement 603 millions et 2,4 milliards. Ce nombre devrait stagner dans les régions plus développées ces dix prochaines années, pour ensuite décliner jusqu'à 528 millions en 2050, mais il devrait au contraire continuer à augmenter dans les régions moins développées, pour atteindre 3,6 milliards en 2050 et augmenter de presque un demi milliard les dix années suivantes. Ces tendances démographiques justifient l'urgence du soutien à la création d'emplois dans les pays en développement dans le cadre de toute stratégie face à la crise économique mondiale actuelle⁵.

Tableaux : Composition de la population par région⁶

Fewer and Fewer Young People and Future Aging Developed Countries by Age and Sex, 2009



Large Numbers of Young People and Large Population Growth Developing Countries by Age and Sex, 2009



⁴ Source : Site web du Population Reference Bureau <http://www.prb.org/Publications/GraphicsBank.aspx>

⁵ ONU, *World Population prospects : The 2008 Revision*, cit., http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf

⁶ Source : Site web du Population Reference Bureau <http://www.prb.org/Publications/GraphicsBank.aspx>

D'ici 2050, le nombre de jeunes sera passé d'un peu moins d'un demi-milliard en 1950 à 1,2 milliard. A ce stade, environ neuf jeunes sur dix vivront dans des pays en développement. Lorsque ce groupe très nombreux arrivera à l'âge de travailler, il est en droit de s'attendre à trouver un emploi rémunéré, obtenir des services de santé adéquats et pouvoir élever une famille, s'ils le souhaitent, avec un niveau de vie acceptable.

Pour que ceci puisse se matérialiser, ils doivent avoir accès à une éducation et à une formation suffisantes afin de pouvoir contribuer à la construction de la société et de l'économie de leur pays. Il est fort probable que les jeunes de demain auront émigré en masse vers les villes au fur et à mesure que continuent à diminuer les possibilités dans les zones rurales. Mais les conditions économiques de leur pays leurs permettront-elles de faire face à ces attentes croissantes ? Ce sera l'une des principales questions des prochaines décennies⁷.

Au niveau mondial, la population âgée de 60 ans et plus connaît la croissance la plus rapide

En outre, les implications du vieillissement de la population ne peuvent être ignorées. Dans les régions plus développées, la population âgée de 60 ans et plus augmente plus rapidement que jamais (2,0 % par an) et devrait croître de plus de 50 % ces quarante prochaines années, de 264 millions en 2009 à 416 millions en 2050. La population des régions en développement vieillit également rapidement. Ces vingt prochaines années, la population âgée de 60 ans et plus des pays en développement devrait croître de largement plus de 3 % par an, de 473 millions en 2009 à 1,6 milliard en 2050. L'allongement de la durée de vie contribue également au vieillissement de la population. Au niveau mondial, l'espérance de vie à la naissance devrait passer de 68 ans en 2005-2010 à 76 ans en 2045-2050. Dans les régions plus développées, elle devrait passer de 77 ans en 2005-2010 à 83 ans en 2045-2050, et de 66 à 74 ans d'ici le milieu du siècle dans les régions moins développées.

Une préoccupation majeure est que la plupart des pays en développement ne devraient pas atteindre l'objectif de réduction de deux tiers de la mortalité des enfants de moins de 5 ans entre 1990 et 2015, tel qu'exigé dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Selon la révision 2008 de l'ONU, 133 des 151 pays en développement comptant plus de 100 000 habitants en 2009 n'atteindront pas cet objectif. De plus, 60 pays en développement, principalement situés en Afrique sub-saharienne ou appartenant au groupe des pays les moins développés, devraient atteindre une mortalité des moins de cinq ans de plus de 45 pour 1000 en 2015, soit l'objectif le moins exigeant du programme d'action de la conférence internationale sur la population et le développement⁸.

2. Les moteurs de la dynamique démographique

2.1 Fécondité

Selon les données de l'ONU, la fécondité mondiale totale, à savoir le nombre moyen d'enfants par femme à un indice de fécondité inchangé tout au long de sa vie, est de 2,56 enfants en 2005-2010. Cette moyenne occulte l'hétérogénéité des niveaux de fécondité entre les pays. En 2005-2010, 76 pays ou zones (dont 45 dans les régions plus développées) présentent des niveaux de fécondité inférieurs à 2,1 enfants par femme, n'atteignant pas le niveau de remplacement⁹, alors que 120 pays ou zones (tous situés dans les régions moins développées) présentent des indices synthétiques de fécondité égaux ou supérieurs à 2,1 enfants par femme.

Bien que la plupart des pays en développement soient déjà bien avancés dans la transition d'une fécondité élevée à faible, sept pays présentent toujours des niveaux de 6 enfants par femme ou

⁷ Population Reference Bureau, La Fiche de données sur la population mondiale – 2009, http://www.prb.org/pdf09/09wpds_fr.pdf

⁸ ONU, *World Population prospects : The 2008 Revision*, cit., http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf

⁹ La fécondité de remplacement correspond au niveau devant être maintenu à long terme afin de garantir le renouvellement de la population. Pour la plupart des pays avec des taux de mortalité faibles ou modérés, ce niveau de remplacement est d'approximativement 2,1 enfants par femme.

plus en 2005-2010 et au Niger, la fécondité totale est supérieure à 7 enfants par femme. Bien que l'on s'attende à un déclin de la fécondité de ces sept pays après 2010 à un rythme d'environ un enfant par décennie, aucun ne devrait atteindre 2,1 enfants par femme d'ici 2045-2050 en variante moyenne. Par conséquent, la population de ces pays devrait presque tripler, de 159 millions en 2008 à 425 millions en 2050. Ces sept États font partie des pays les moins développés : l'Afghanistan, le Tchad, la République démocratique du Congo, le Niger, la Somalie, le Timor-Leste et l'Ouganda. Plusieurs d'entre eux sont en outre grandement affectés par l'épidémie du Virus de l'Immunodéficience Humaine (VIH) et de la Syndrome de l'Immunodéficience Acquise (SIDA) et nombre de ces pays ont subi ces dernières années des conflits civils et une instabilité politique, facteurs entravant la fourniture de services de base à la population¹⁰.

L'indice de fertilité a chuté dans toutes les grandes régions du monde, mais il n'en demeure pas moins élevé dans certaines d'entre elles. Au niveau mondial, le nombre moyen d'enfants par femme est passé de 5,0 vers 1950 à 2,6 en 2009. L'Afrique sub-saharienne présente la moyenne la plus élevée, 5,3 contre 6,7 vers 1950. Dans le monde, la contraception est passée de moins de 10 % pour les femmes mariées en âge de procréer dans les années 1960 à 62 % en 2009. Ici également, les variations régionales sont très contrastées. En Afrique, 28 % des femmes mariées utilisent un moyen de contraception. En Amérique latine, ce taux est de 71 %, contre 73 % en Amérique du Nord, 68 % en Europe et 67 % en Asie¹¹. Ces projections tiennent compte du fait que la fécondité en Afrique est relativement élevée et la contraception, relativement faible. Seules les femmes d'une poignée de pays utilisent en masse la planification familiale.

Au Kenya, l'un des rares pays ayant connu un déclin substantiel de la fécondité, le taux de fertilité reste de presque cinq enfants, en dépit de la politique démographique nationale de croissance lente formulée dès 1963. Les démographes ont observé de près le pays, s'attendant à une chute de la fécondité, mais celle-ci n'a débuté que trente ans plus tard. Il faudra cent ans à l'Ouganda, dont l'ISF est passé de 7,4 en 1988 à 6,9 en 1995, pour atteindre deux enfants par famille en moyenne.

L'Afrique semble avoir entamé sa transition vers une fécondité plus faible, bien que dans un nombre limité de pays. Quels facteurs favorisent ou entravent le déclin de la fécondité ? Dans de nombreuses cultures africaines, les familles nombreuses sont prisées car elles permettent d'assurer la descendance et revêtent un prestige considérable. Dans ces cultures, faire entrave à une naissance peut empêcher le retour d'un ancêtre. Les familles nombreuses dans ces sociétés très rurales sont constituées sans tenir compte du coût économique d'un enfant. Enfin, dans ces sociétés souvent patriarcales, les décisions sont rarement prises en couple (bien que les femmes désirent souvent moins d'enfants que les hommes).

Néanmoins, presque tous les gouvernements africains ont révisé leur opinion favorable envers un indice de fécondité élevé, considéré à présent comme une entrave majeure à l'amélioration de la santé et du niveau de vie. Cependant, un délai important est souvent nécessaire entre la mise en place de ces politiques et leurs résultats, en particulier lorsque les ressources économiques nécessaires à la mise en œuvre de programmes d'éducation à la planification familiale – et au changement de mentalités – font défaut, dans un climat politique turbulent. Le lancement de tels programmes nécessitera également des dépenses importantes pour la fourniture de moyens de contraception tels que la pilule ou le préservatif¹².

2.2 Mortalité et pandémies

Espérance de vie et tendances de la mortalité

L'espérance de vie demeure faible dans les pays les moins développés, 56 ans à peine en 2005-2010. Même si elle devrait atteindre 69 ans en 2045-2050, cette augmentation dépend du ralentissement de la propagation du VIH et de l'efficacité de la lutte contre d'autres maladies infectieuses. Des obstacles similaires doivent être surmontés afin d'augmenter l'espérance de vie

¹⁰ ONU, *World Population prospects : The 2008 Revision*, cit.,

http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf

¹¹ *World Population Highlights : Key Findings From PRB's 2009 World Population Data Sheet*, Bulletin sur la population 64, n°3, 2009, <http://www.prb.org/pdf09/64.3highlights.pdf>

¹² C. Haub, *World Population Dynamics*, cit.,

http://www.berlin-institut.org/fileadmin/user_upload/Studien/engl_Dynamics.pdf

dans les autres pays en développement, de moins de 68 ans aujourd'hui à 76 ans d'ici 2050. Les 49 pays les moins développés, dont 27 profondément affectés par le VIH/sida, présentent une mortalité plus élevée que d'autres groupes de développement. L'espérance de vie à la naissance y est de 56 ans en 2005-2010 et devrait rester relativement faible, atteignant 68,5 ans en 2045-2050.

L'Afrique est la région où le niveau d'espérance de vie est le plus faible. De plus, elle stagne depuis la fin des années 1980. Bien que cette tendance soit en grande partie due à l'épidémie de VIH/sida, d'autres facteurs jouent également un rôle, notamment les conflits armés, la stagnation économique et la résurgence de maladies infectieuses telles que la tuberculose et le paludisme. Les récents événements négatifs dans de nombreux pays d'Afrique ont grandement entravé la réduction de la mortalité. L'espérance de vie ne devrait recommencer à augmenter qu'en 2005-2010 et, à condition que les efforts pour limiter l'expansion de l'épidémie de VIH/sida et traiter les personnes affectées aboutissent, elle devrait atteindre 67 ans en 2045-2050. Cependant, même si c'est le cas, d'ici 2050 la population africaine serait soumise aux niveaux de mortalité les plus élevés au monde, avec une espérance de vie généralement 9 ans plus courte que celle de l'Asie qui est la plus faible après l'Afrique¹³.

Projections de croissance démographique intégrant les progrès constants de la prévention et du traitement du VIH/sida

Les tendances démographiques futures dépendent de l'augmentation importante du nombre de patients atteints du sida bénéficiant d'un traitement antirétroviral et de l'efficacité des efforts pour contrôler la propagation du VIH¹⁴.

Bien que l'épidémie de VIH/sida demeure une préoccupation essentielle de l'agenda sanitaire mondial, sa prévalence a atteint un sommet ces dix dernières années dans au moins deux tiers des 58 pays considérés comme les plus affectés, dont nombreux ont depuis atteint et maintenu des niveaux de prévalence plus bas. Néanmoins, dans les pays ayant connu une prévalence élevée, l'impact de l'épidémie en termes de morbidité, de mortalité et de ralentissement de la croissance démographique continue à se faire sentir. Ainsi, en Afrique australe, où la prévalence de la maladie est la plus forte, l'espérance de vie est passée de 61 ans en 1990-1995 à 52 ans en 2005-2010 et n'a recommencé à augmenter que récemment. Malgré tout, l'espérance de vie de la région ne devrait pas retrouver son niveau du début des années 1990 avant 2045. Par conséquent, le taux de croissance de la population de la région a dégringolé, de 2,4 % par an en 1990-1995 à 1 % en 2005-2010. Et ce déclin devrait se maintenir dans un avenir immédiat.

La révision de 2008 de l'ONU confirme une fois encore les ravages du sida en termes de morbidité, de mortalité et de perte de vies humaines. Un déclin sévère de l'espérance de vie des pays les plus touchés est déjà observé. Au Botswana, où l'on évalue la prévalence du VIH à 24 % en 2007 chez les personnes âgées de 15 à 49 ans, l'espérance de vie est passée de 64 ans en 1985-1990 à 48 ans en 2000-2005. En 2005-2010, elle devrait repasser à 55 ans, grâce au recul de la prévalence du VIH et au meilleur accès au traitement antirétroviral. En Afrique australe, où se situent la plupart des pays les plus touchés, l'espérance de vie est passée de 61 à 53 ans sur une période de 20 ans. Bien que son impact soit particulièrement visible dans cette région, l'épidémie a également fait chuter l'espérance de vie dans la majorité des autres pays les plus affectés d'Afrique ces dernières années.

L'impact du SIDA ralentit déjà la réduction de la mortalité infantile. Trente-cinq pour cent des enfants infectés par transmission maternelle devraient succomber avant leur premier anniversaire et 61 % avant l'âge de cinq ans. L'impact du VIH sur la mortalité infantile est particulièrement spectaculaire dans les pays présentant des niveaux relativement faibles de mortalité infantile avant le début de l'épidémie. Au Zimbabwe par exemple, où la mortalité chez les enfants de moins de cinq ans est l'une des plus faibles d'Afrique sub-saharienne, elle est passée de 88 morts sur 1 000 naissances en 1985-1990 à 112 en 2000-2005, pour redescendre à 95 en 2005-2010. Au

¹³ ONU, *World Population prospects : The 2008 Revision*, cit.,

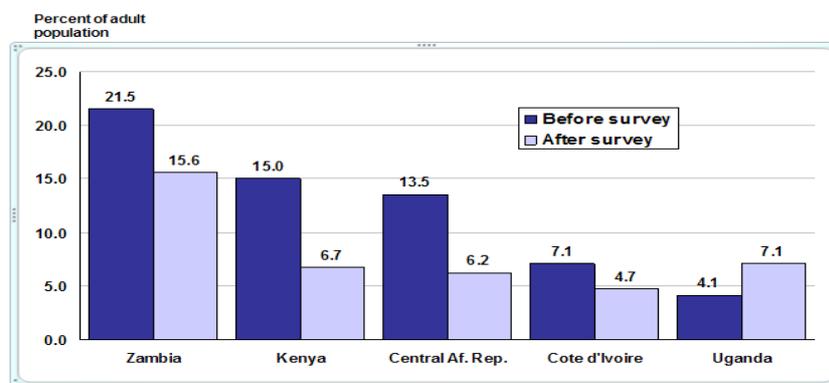
http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf

¹⁴ La révision 2008 des projections démographiques mondiales de l'ONU mesure l'impact de l'épidémie sur la base de 28 pays dont la prévalence du VIH a atteint 1 % ou plus entre 1980 et 2007 ou où au moins un demi-million de personnes étaient atteintes du VIH/sida en 2007. Parmi ces 58 pays, 38 sont situés en Afrique et 15 présentent une prévalence du VIH d'au moins 5 % en 2007.

Swaziland, la mortalité infantile des moins de cinq ans est passée de 107 à 126 pour 1 000 naissances entre 1985-1990 et 2000-2005 et devrait retomber à 102 en 2005-2010¹⁵.

Tableau : Présence du VIH dans plusieurs pays ACP¹⁶

HIV Prevalence Before and After Nationally-representative Surveys Were Taken, Selected sub-Saharan African Countries, 2003-2006



UNAIDS and Demographic and Health Surveys

PRB | INFORM. EMPOWER. ADVANCE.

© 2009 Population Reference Bureau. All rights reserved. www.prb.org

2.3 Estimations et impacts de la migration

Le mouvement transfrontalier de populations est un facteur déterminant de la taille, des tranches d'âges, et de la répartition de la population.

En 2005, le nombre de migrants internationaux dans le monde atteignait presque 191 millions, contre 155 millions en 1990. Le nombre de migrants internationaux a augmenté de 10 millions de 1990 à 1995, passant ainsi de 155 à 165 millions. On estime à près de 12 millions l'augmentation entre 1995 et 2000 et à plus de 14 millions entre 2000 et 2005. Les migrants internationaux représentaient 3 % de la population mondiale en 2005. Les pays développés ont absorbé la majorité de cette augmentation entre 1990 et 2005 (33 des 36 millions). Dans les pays en développement, le nombre de migrants a stagné durant cette période : il a baissé en 1990-1995 et progressé lentement en 1995-2005¹⁷. En 2005, environ 60 millions de personnes ont migré d'un pays moins développé vers un plus développé, et environ le même nombre a migré d'un pays moins développé à un autre.¹⁸

L'augmentation du nombre de migrants internationaux dans certains pays en développement est contrebalancée par la diminution du nombre de migrants dans d'autres pays en développement. Le rapatriement de réfugiés est en particulier compensé par l'augmentation de la migration économique en Asie et dans d'autres régions du monde en développement. Face à ces tendances, on observe une concentration grandissante de migrants internationaux dans le monde développé. La proportion de migrants internationaux dans les pays développés est passée de 53 % en 1990 à 60 % en 2005. Par rapport à la population totale, cette proportion a augmenté entre 1990 et 2005 et diminué dans les régions moins développées. En 2005, les migrants internationaux étaient majoritairement concentrés en Océanie (15 %), en Amérique du Nord (14 %) et en Europe (9 %). En revanche, ils représentaient moins de 2 % de la population totale d'Afrique, d'Océanie, d'Amérique latine et des Caraïbes. Leur proportion dans la population totale a chuté dans ces trois régions depuis 1990. Cette chute du nombre de réfugiés est l'une des principales raisons de la lente progression du nombre de migrants dans la plupart des régions en développement et du déclin

¹⁵ ONU, *World Population prospects : The 2008 Revision*, cit.,

http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf

¹⁶ Source : Site web du Population Reference Bureau <http://www.prb.org/Publications/GraphicsBank.aspx>

¹⁷ *International Migration Report 2006 : A Global Assessment*

http://www.un.org/esa/population/publications/2006_MigrationRep/report.htm

¹⁸ Center for Global Development, *How Demographic Change Affects Development*, document technique de fond, 2008, http://www.cgdev.org/doc/Demographic_and_Development/DD_background_12_10_08.PDF

observé en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi que dans les pays les moins développés. Le nombre de réfugiés dans les régions en développement a chuté ; de 16,5 millions en 1990 à environ 10,8 millions en 2005. L'issue de conflits de longue date, en particulier en Afrique et en Amérique centrale, a permis le rapatriement de nombreux réfugiés sous l'égide du Bureau du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR)¹⁹.

Les estimations de la migration nette entre les principaux groupes de développement montrent que depuis 1960 les régions plus développées sont destinataires nettes de migrants en provenance des régions moins développées. De plus, la migration nette vers les régions plus développées a résolument augmenté entre 1960 et 2000. Entre 1990 et 2000, les régions plus développées ont accueilli annuellement 2,7 millions de migrants. Environ la moitié de ce flux net était à destination de l'Amérique du Nord (1,6 million par an). Entre 2000 et 2010, le niveau d'immigration nette vers les régions plus développées a connu une progression modérée, avec un maximum de 2,9 millions de migrants par an. Durant le reste de la période de projection, la migration nette vers les régions plus développées devrait se maintenir à environ 2,4 millions par an, dont 1,3 million vers l'Amérique du Nord. Avec la faible fécondité dans les pays développés, les décès devraient bientôt excéder les naissances. La population des régions plus développées déclinera donc si l'excès de décès par rapport aux naissances n'était pas compensé par une migration nette. En 2010-2050, le nombre net de migrants internationaux vers les régions plus développées devrait atteindre 96 millions, alors que les décès devraient dépasser les naissances de 58 millions, soit une croissance globale de 38 millions.

La migration internationale est le facteur d'évolution de la population le plus difficile à mesurer et à évaluer de manière exacte. La qualité et la quantité des données utilisées dans l'estimation et dans la projection de la migration nette de l'ONU varient donc considérablement selon le pays. De plus, le mouvement international transfrontalier de populations, qui résulte souvent de forces de changement socioéconomiques, politiques et environnementales, est extrêmement volatile. Les mouvements de réfugiés, par exemple, peuvent entraîner le déplacement transfrontalier d'un grand nombre de personnes sur une courte période. Pour ces raisons, les projections des niveaux de migration internationale futurs sont l'aspect le moins fiable des projections démographiques actuelles et reflètent principalement les niveaux et les tendances récents de migration nette²⁰.

La population mondiale totale devrait atteindre 7 milliards au deuxième semestre de 2011, le gros de cette croissance étant observé dans les nations les plus pauvres du monde. La population des pays moins développés d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes devrait augmenter de presque 50 % durant les 41 ans qui nous séparent de 2050, avec une multiplication par deux dans les plus pauvres d'entre eux. Mais ce scénario suppose une diminution progressive de la fécondité dans les pays moins développés vers les niveaux faibles observés aujourd'hui dans les pays les plus développés, soit environ 1,8 enfant par femme. De nombreux facteurs expliquent la fécondité aussi faible, notamment la forte augmentation de la planification familiale dans de nombreux pays moins développés²¹.

3. Croissance démographique : le cas spécifique de l'Afrique sub-saharienne

Durant de nombreuses années, la démographie africaine s'est distinguée à deux niveaux : sa fécondité très élevée et sa moyenne d'âge très basse. Cette situation est toujours d'actualité, ce qui en fait la région du monde dotée du potentiel de croissance démographique le plus élevé. Une troisième caractéristique démographique spécifique à l'Afrique vient s'ajouter aux précédentes : le SIDA. Certes, la tragédie de cette maladie a bouleversé le profil de certains pays africains, mais le continent n'en a pas moins connu une croissance démographique impressionnante. La moyenne d'âge étonnamment basse de l'Afrique assure une croissance démographique à long terme sur le

¹⁹ ONU, *International Migration Report 2006 : A Global Assessment*

http://www.un.org/esa/population/publications/2006_MigrationRep/report.htm

²⁰ ONU, *World Population prospects : The 2008 Revision*, cit.,

http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf

²¹ ONU, *World Population prospects : The 2008 Revision*, cit.,

http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf

continent. Selon les projections des Nations unies pour l'Afrique, la population devrait atteindre 1,2 milliard seulement d'ici 2050, soit la population totale actuelle des pays développés. Cette estimation tient compte de l'effet d'une mortalité due au SIDA plus élevée que ce qui était précédemment envisagé. Dans de nombreux pays africains, le nombre de futurs parents (âgés de moins de 15 ans) représente près de la moitié de la population. En Europe, seulement 15 % de la population est âgée de moins de 18 ans. Le ralentissement de la croissance de la population, tel qu'envisagé par presque tous les gouvernements africains, doit donc résulter de deux processus : un déclin de la fécondité, entraînant une réduction progressive de la proportion de jeunes dans la population.

Les projections des Nations unies pour la croissance de la population africaine durant la première moitié de ce siècle et la conclusion de chaque variante de projection confirment: une expansion démographique rapide. Les projections les plus communément utilisées, les séries moyennes, se basent sur l'hypothèse que les Africaines auront en moyenne 2,4 enfants d'ici 2050, ce qui suppose une diminution de plus de moitié de l'indice de fécondité actuel. Cette projection moyenne tient compte du fait que la fécondité en Afrique est relativement élevée et la contraception, relativement faible. Selon ce scénario, la croissance de la population africaine se maintiendra jusqu'à ce que le 22^e siècle soit bien entamé avant de s'arrêter à plus de 2 milliards. Le seul moyen de ralentir la croissance démographique africaine durant ce siècle serait de faire chuter la fécondité à moins de deux enfants d'ici 2050, soit l'indice approximatif de la France.

La population sub-saharienne croît de 2,5 % par an, contre 1,2 % en Amérique latine et en Asie. À ce rythme, la population africaine doublera en l'espace de 28 ans. Cette augmentation de la population africaine est due au déclin rapide de la mortalité infantile, avec des indices de fécondité toujours élevés et ne diminuant que lentement. Aujourd'hui, les Africaines ont en moyenne 5,5 enfants durant leur vie, sauf en Afrique australe. La question essentielle est la différence entre le déclin de la mortalité infantile et celui de la fécondité. L'épidémie de SIDA, malgré tous les problèmes de développement qu'elle suppose pour l'Afrique, ne bouleversera pas fondamentalement l'équation démographique. Pour la première fois en environ vingt ans, la division de la population de l'ONU estime qu'aucun pays africain ne connaîtra de croissance démographique négative due au SIDA. Les programmes de lutte contre le SIDA portent en effet leurs fruits, entraînant les projections sur l'épidémie à la baisse. Toutefois, ces progrès demeurent fragiles et ne devraient pas inciter à la complaisance²².

Développements récents et défis futurs

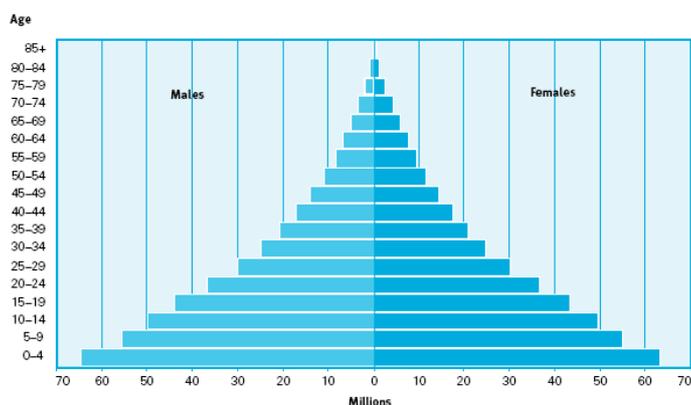
On constate deux développements récents dans la croissance de la population d'ASS. Tout d'abord, la chute de la fécondité semble stagner dans plusieurs grands pays d'Afrique. Cette stagnation coïncide avec un déclin réel du niveau de scolarisation des jeunes adultes, ainsi que des soins de santé et des services de planning familial. Ensuite, on enregistre moins de décès que prévu dus au SIDA. Cela est moins le fruit de la propagation rapide des traitements antirétroviraux dans certaines régions du continent que d'une réévaluation à la baisse des estimations d'UNAIDS du nombre de personnes infectées par le virus. L'alliance d'un indice de fécondité plus élevé et d'un taux de mortalité plus bas entraîne une croissance démographique plus forte, même à projections égales sur le long terme.

Selon les estimations, la population africaine, actuellement constituée de 740 millions d'individus, fera probablement plus que doubler. Du fait des incertitudes majeures à plus long terme concernant la rapidité future du déclin de la fécondité et les nouvelles crises sanitaires potentielles dans les conditions de développement très médiocres projetées, le taux de 95 % d'ici la fin du siècle est très vague, de 1,1 milliard à peine à 3,3 milliards. L'estimation centrale de 20 % est de 1,9 à 2,2 milliards d'ici 2100. Deux facteurs maintiendront probablement l'Afrique au bas de l'échelle du développement mondial, à moins que certaines tendances ne changent radicalement dans un avenir proche : la croissance démographique toujours très rapide et la stagnation ou le déclin du

²² Site web de la Banque mondiale, *Africa's Population Set to Double by 2036*, 2008, <http://go.worldbank.org/5W42H1WC30>

niveau d'éducation (en partie à cause de l'augmentation rapide du nombre d'enfants), ainsi que les problèmes environnementaux et agricoles probables résultant du changement climatique²³.

Fig. 1: Africa's Population in 2000: 43 Percent Below Age 15



La croissance rapide de la population est un défi pour l'Afrique sub-saharienne, lié aux écosystèmes, à la sécurité alimentaire, aux droits fonciers, à la dégradation environnementale et à l'approvisionnement en eau. Les conflits civils sont également souvent causés par la pression de la population sur des ressources rares. La croissance rapide de la population influe sur l'économie, les gouvernements devant investir dans le capital humain pour leur population : éducation, santé, etc. Lorsque la croissance démographique est trop rapide, ces investissements deviennent très difficiles d'un point de vue logistique et financier. De plus, une croissance démographique rapide pourrait ralentir la croissance du revenu par tête. Ainsi, si votre économie croît de six pour cent par an mais votre population de trois pour cent, votre revenu par tête n'augmentera que de trois pour cent.

Tableau: Indicateurs démographiques, sociaux et économiques²⁴

	Population totale (en millions) (2009)	Population prévue (en millions) (2050)	Taux moyen de croissance démographique (%) (2005-2010)	% de population urbaine (2009)	Taux de croissance urbaine (2005-2010)	Taux total de fécondité (2009)	% de naissances avec assistance qualifiée	Assistance extérieure en matière de pop. (milliers de \$E.-U.)	Mortalité des moins de 5 ans M/F (chiffres estimatifs, (2005-2010))
Afrique	1.009,9	1.998,5	2,3	40	3,4	4,52	49	3.179,335	142/130
Afrique orientale	318,8	711,4	2,6	23	4,1	5,17	35	1.790,256	131/117
Afrique centrale	125,7	273	2,642	42	4,2	5,53	63	122,771	200/178
Afrique australe	57,5	67,4	1	58	1,9	2,59	89	455.307	80/65
Afrique occidentale	298,6	625,6	2,5	44	3,9	5,14	42	531.575	169/162
Caraïbes	42	49,5	0,8	66	1,6	2,35	73	154.273	48/41

²³ Projections sur la population mondiale 2007 de l'IIASA, base de données de résultats 2008 en ligne du programme sur la population mondiale de l'IIASA, <http://www.iiasa.ac.at/Research/POP/proj07/index.html?sb=5>

²⁴ Adaptée sur la base de FNUAP, Etat de la population mondiale 2009. Face à un monde qui change: les femmes, la population et le climat, http://www.unfpa.org/swp/2009/fr/pdf/FR_SOWP09.pdf

4. Croissance démographique : les plus vulnérables

4.1 Les jeunes

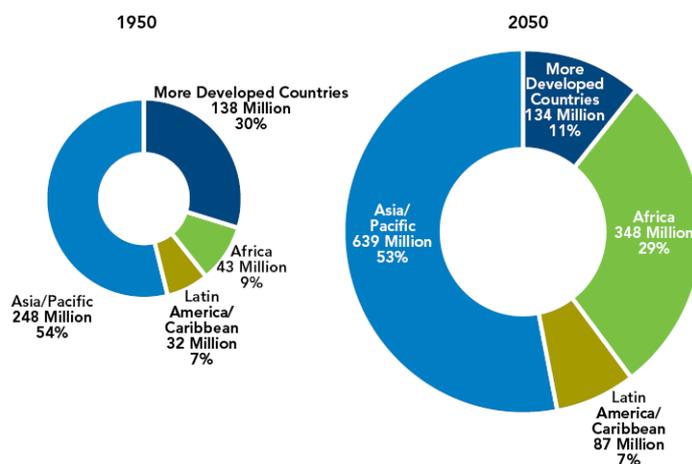
La population jeune mondiale est de plus en plus concentrée en Afrique et en Asie.

En dépit du vieillissement de la population, la proportion de la population âgée de 15 à 24 ans dans les Pays moins avancés (PMA) demeurera supérieure à celle des pays développés. En 2005, les jeunes représentaient 13,7 % de la population des Pays avancés, soit 166 millions de personnes. Ce pourcentage devrait chuter à 10,5 % d'ici 2050.

La grande majorité des jeunes du monde vivent dans des PMA, soit 1,1 milliard d'individus. La population d'Afrique sub-saharienne est la plus jeune au monde et devrait le rester ces prochaines dizaines d'années. La plupart des pays en développement ont des populations jeunes du fait de la fécondité élevée et de l'amélioration de la survie infantile. Mais avec le déclin de l'indice de fécondité et le vieillissement des populations jeunes dans de nombreux PMA, l'augmentation de la population en âge de travailler avec moins d'enfants et des personnes âgées à charge devrait être positive.

Ce « dividende démographique » pourrait bénéficier à la société en permettant de renforcer l'investissement dans l'éducation, les technologies et les compétences en soutien à une économie en plein essor. Il permettrait également de mieux cibler l'investissement dans les soins de santé et de renforcer les bénéfices économiques, avec une main-d'œuvre plus importante. Pour peu que des investissements soient opérés dans la santé, l'éducation, le développement agricole rural, l'esprit d'entreprise et la formation, une population jeune importante peut se révéler positive pour le développement et la croissance économique. Toutefois, à défaut d'opportunités d'éducation et d'une économie solide dotée de marchés de l'emploi sains, l'augmentation de la population jeune pourrait s'avérer problématique. Dans de nombreux pays, l'absence d'emploi pour les jeunes pourrait générer une frustration. Certains jeunes sans horizons professionnels et avec peu d'espoir d'une carrière pourraient sombrer dans la délinquance ou s'enrôler dans l'une ou l'autre faction d'un conflit armé²⁵.

Tableau : La population jeune du monde (15 à 24 ans), répartition régionale²⁶



4.2 Les femmes

Depuis 1950, ce sont les femmes qui ont le plus bénéficié de l'allongement de la durée de vie. Au niveau mondial, les hommes présentent une mortalité et des handicaps supérieurs aux femmes.

²⁵ PRB, *World Population Highlights : Key Findings From PRB's 2009 World Population Data Sheet*, *Bulletin sur la population* 64, n°3, 2009, <http://www.prb.org/pdf09/64.3highlights.pdf>

²⁶ Source : Population Reference Bureau, *Fiche de données sur la population mondiale 2009*, http://www.prb.org/pdf09/09wpds_fr.pdf

Dans presque tous les pays, les hommes meurent plus jeunes. Toutefois, les femmes souffrent d'une santé médiocre durant environ 15 % de leur vie, contre environ 12 % chez les hommes²⁷. La plus mauvaise santé des femmes découle des risques associés à la grossesse et aux discriminations liées à la grossesse et au genre. Dans nombre de pays, les femmes sont désavantagées dès la naissance : les filles reçoivent une nourriture moins nutritive et moins de soins médicaux, ce qui perpétue le cercle vicieux de santé médiocre. Les femmes sous-alimentées durant leur grossesse sont plus susceptibles d'accoucher de bébés de petit poids et d'avoir des enfants sous-alimentés. Les femmes sont confrontées à d'autres risques liés à l'accouchement et la mortalité maternelle est particulièrement élevée en Afrique sub-saharienne. La réduction de la mortalité maternelle fait partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations unies. A l'échelle mondiale, une femme sur 92 risque de succomber de causes liées à la grossesse, mais le fossé entre les Pays avancés et les PMA est profond. Dans les premiers, le risque est d'une femme sur 6 000, contre une sur 75 dans les seconds.

Le danger est le plus pressant en Afrique sub-saharienne, où une femme sur 22 risque de décéder de ces causes. La mortalité maternelle est liée à des facteurs tels que la fréquence et le type de soins prénataux, ainsi que des personnes présentes lors de l'accouchement. On peut la réduire en prodiguant les soins nécessaires dans des infrastructures adaptées, services fréquemment absents dans les PMA.

Nombreuses sont les recherches liant éducation féminine et taux de natalité moins élevés. En effet, des données récentes de nombreux PMA montrent que les femmes ayant au moins terminé leurs études secondaires donneront naissance entre un tiers et la moitié d'enfants en moins que celles n'ayant pas bénéficié d'éducation formelle.

Dans certains de ces pays, la fécondité de ces femmes plus instruites approche le niveau de remplacement (2,1 enfants par femme). Les femmes plus instruites maîtrisent généralement davantage leur vie reproductive, notamment en se mariant et en ayant des enfants plus tard. Des grossesses plus tardives et un délai plus long entre les naissances améliorent l'avenir des enfants²⁸.

Le défi de la planification familiale

L'indice de fécondité des femmes âgées de 15 à 24 ans varie grandement selon les régions. Les États-Unis présentent l'indice de fécondité le plus élevé du monde développé chez les adolescentes, et 82 % des grossesses à l'adolescence y sont non planifiées. Après un repli de 1991 à 2005, l'indice de fécondité chez les jeunes Américaines de 15 à 19 ans a augmenté pour atteindre 42 naissances pour 1 000 jeunes filles, selon les chiffres de 2006.

En Afrique, l'indice atteint 118 naissances pour 1 000 jeunes filles âgées de 15 à 19 ans et 237 pour 1 000 femmes âgées entre 20 et 24 ans. La raison de cette différence n'est pas que les jeunes Africaines, Latino-américaines et Asiatiques désirent plus d'enfants que dans d'autres régions. La montée en flèche du ratio reflète une carence en planification familiale. Selon une étude des observatoires démographiques et sanitaires dans 38 pays en développement, les jeunes femmes sexuellement actives et non mariées sont plus susceptibles de faire état de cette carence que les jeunes femmes mariées. Dans de nombreux pays, le pourcentage annuel d'accouchement chez les jeunes filles de 15 à 19 ans a diminué, mais pas de manière significative.

Les grossesses sont plus communes chez les jeunes filles de 15 à 19 ans d'Afrique sub-saharienne et d'Amérique latine et des Caraïbes que d'Asie du Sud et du Sud-est. Les adolescentes moins instruites des zones rurales sont plus susceptibles de tomber enceintes. L'éducation des jeunes femmes est un facteur clé face à la carence en planification familiale. Il est avéré qu'elle améliore la qualité de vie des familles et fait chuter les indices de fécondité. L'éducation sexuelle scolaire peut également susciter des attitudes plus saines, en limitant les comportements risquant d'entraîner des grossesses précoces. Les efforts de prévention du virus VIH peuvent être liés à des programmes

²⁷ *World Population Highlights : Key Findings From PRB's 2009 World Population Data Sheet, Bulletin sur la population* 64, n°3, 2009, <http://www.prb.org/pdf09/64.3highlights.pdf>

²⁸ C. Haub, *World Population Dynamics*, cit., http://www.berlin-institut.org/fileadmin/user_upload/Studien/engl_Dynamics.pdf

de planification familiale visant à réduire les grossesses non désirées et à préserver la santé des jeunes gens²⁹.

Une section entière du programme d'action de la **CIPD** est dédiée à la planification familiale, dont la base d'action est la suivante :

« Les programmes de planification familiale ont pour but de permettre aux couples et aux individus de décider librement et avec discernement du nombre et de l'espacement de leurs enfants et de disposer des informations et des moyens nécessaires à cette fin, de faire des choix éclairés et de mettre à leur disposition toute une gamme de méthodes sûres et efficaces. Les succès auxquels ont abouti les programmes de sensibilisation aux questions de population et de planification familiale dans des contextes très variés montrent bien que, dans le monde entier, les personnes informées peuvent répondre – et répondent effectivement – de façon responsable à leurs besoins propres et à ceux de leur famille et de leur collectivité. Le principe du choix libre et éclairé est une condition essentielle du succès à long terme des programmes de planification familiale. Aucune forme de coercition ne doit y jouer le moindre rôle. Dans toutes les sociétés, il existe de nombreuses mesures économiques et sociales d'encouragement ou de dissuasion qui influencent les décisions prises par les individus quant au nombre et à l'espacement de leurs enfants. Depuis un siècle, de nombreux gouvernements ont mis en œuvre toutes sortes de dispositifs, et notamment des mesures spécifiques d'encouragement et de dissuasion, afin d'augmenter ou de réduire les taux de fécondité. La plupart de ces dispositifs n'ont exercé que des effets limités sur ces taux et, dans certains cas, leurs effets ont été opposés à ceux que l'on espérait. Les objectifs des pouvoirs publics en matière de planification familiale devraient être exprimés en termes de besoins à satisfaire dans les domaines de l'information et des services. » S'il est légitime pour les administrations publiques d'inclure des objectifs démographiques dans leurs stratégies de développement, ces objectifs ne doivent pas être pour autant imposés au personnel des services de planification familiale. (para. 7.12)³⁰.

Le cas de l'Afrique sub-saharienne

On pourrait penser que la question démographique en Afrique sub-saharienne est essentiellement liée au genre. Les femmes n'y ont en effet pas vraiment voix au chapitre dans la décision d'avoir des enfants. Leur reconnaissance sociale et leur survie économique les contraignent souvent à des grossesses multiples. Certaines sont également peu instruites et les services de planification familiale sont souvent inadaptés. Dans de nombreux pays, l'âge du mariage demeure trop bas. Les jeunes filles tombent enceintes trop tôt et subissent des conséquences graves telles que la fistule, qui les font souffrir et les marginalisent³¹. L'expérience de l'Asie et de l'Amérique latine a montré que l'éducation féminine, les réformes légales et l'accès aux services de planning familial ont fait la différence dans de nombreux pays. Les programmes de planification familiale ont également permis de réduire la fécondité d'environ un enfant par femme.

L'utilisation de la planification familiale dans les régions africaines les plus peuplées demeure faible. En Afrique sub-saharienne, la seule région où la contraception est largement utilisée est l'Afrique australe, mais sa population est majoritairement sud-africaine. Dans les autres régions d'Afrique sub-saharienne, la planification familiale est peu fréquente et avant tout utilisée dans les zones urbaines. Quelles sont les perspectives d'expansion de la planification familiale en Afrique ? Il est évident qu'un petit nombre de pays ont montré qu'une acceptation de la limitation du nombre d'enfants a débuté, mais de nombreux obstacles persistent liés aux mentalités traditionnelles envers le nombre d'enfants et le rôle de la femme. Dans de nombreux cas, le gouvernement devra redoubler d'efforts et le processus déjà difficile de mise en place d'un système de conseil et d'approvisionnement devra être largement étendu. Dans de nombreux cas, les fonds consacrés à de tels programmes peuvent manquer.

²⁹ C. Haub, *World Population Dynamics*, cit., http://www.berlin-institut.org/fileadmin/user_upload/Studien/engl_Dynamics.pdf

³⁰ FNUAP et IIED, *Population Dynamics and Climate Change*, 2009, <http://www.FNUAP.org/public/site/global/lang/en/pid/4500>

³¹ Site de la Banque mondiale, *Africa's Population Set to Double by 2036*, <http://go.worldbank.org/5W42H1WC30>

En Afrique, les femmes favorisent des méthodes temporaires ou « espacées » telles que la pilule, l'injection et le stérilet. Ces méthodes nécessitent non seulement une source d'approvisionnement régulière et accessible mais aussi un engagement de la part des couples qui les utilisent. Cependant, la reconnaissance logique du SIDA comme une calamité nationale par nombre de gouvernements peut accélérer de manière inattendue les programmes de planification familiale, entraînant ainsi l'expansion de l'utilisation du préservatif et un engagement accru des hommes³².

Droits et santé génésiques

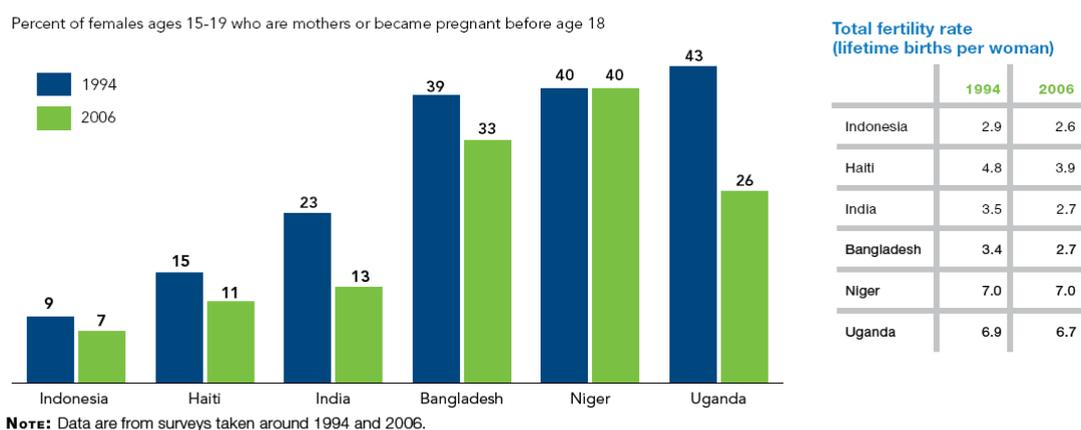
Plusieurs raisons, telles que l'absence d'opportunités et de mesures incitatives à l'épargne, expliquent l'indice de fécondité toujours élevé dans les zones rurales. Par ailleurs, les enfants sont toujours considérés comme une assurance pour la vieillesse et une source de main-d'œuvre. De plus, en dépit des progrès de la médecine, les maladies infectieuses sont toujours répandues, en particulier dans les régions rurales. On observe donc peu d'évolution des normes et des politiques culturelles encourageant un indice de fécondité élevé afin d'obtenir la taille de famille souhaitée³³.

En ASS, les femmes n'ont pas vraiment voix au chapitre dans la décision d'avoir des enfants. Leur reconnaissance sociale et leur survie économique les contraignent souvent à des grossesses multiples³⁴. Alors que la mortalité a chuté en Afrique sub-saharienne, à l'instar d'autres régions (notamment une diminution de 43 % de la mortalité infantile entre 1960 et 2000), ce n'est pas le cas de la fertilité (une réduction de 19 % seulement durant la même période). Dans la région, le risque de mortalité durant la grossesse ou l'accouchement est de un pour 22, contre un pour 7 300 seulement pour les pays développés³⁵.

Les grossesses précoces présentent un risque sanitaire majeur pour les mères et les bébés. De nombreuses jeunes filles de moins de 18 ans, en particulier dans les pays plus pauvres, sont physiquement immatures et courent un risque plus grand de complications obstétriques. Et les enfants nés de ces jeunes mères sont plus exposés aux maladies et à la mort que des enfants nés de femmes ayant atteint la vingtaine.

Certains pays sont parvenus à limiter la prévalence de ces grossesses précoces en prévenant l'abandon scolaire des filles et en réformant les normes communautaires et les politiques nationales sur le mariage précoce.

Tableaux : Indicateurs d'indices de fécondité³⁶



³² C. Haub, *World Population Dynamics*, cit., http://www.berlin-institut.org/fileadmin/user_upload/Studien/engl_Dynamics.pdf

³³ RAND, *The Demographic Dividend : A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change*, par Bloom, Canning et Sevilla, 2003, http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/2007/MR1274.pdf

³⁴ Site de la Banque mondiale, *Africa's Population Set to Double by 2036*, 2008, <http://go.worldbank.org/5W42H1WC30>

³⁵ RAND, *The Demographic Dividend*, cit., http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/2007/MR1274.pdf

³⁶ Source : OMS, UNICEF, FNUAP et al., *Maternal mortality in 2005*, http://www.FNUAP.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2007/mm_update05.pdf

L'amélioration de la santé maternelle et la réduction de la mortalité maternelle sont des préoccupations clés et l'un des huit OMD adoptés lors du Sommet du Millénaire (OMD5). Dans le cadre du suivi des OMD, la communauté internationale s'est engagée à réduire le ratio de mortalité maternelle (RMM) de trois quarts entre 1990 et 2015.

Sur un total estimé de 536 000 décès de mères dans le monde en 2005, 99 % (533 000) étaient enregistrés dans des pays en développement. Un peu plus de la moitié de ces décès (270 000) ont eu lieu en Afrique sub-saharienne, suivie de l'Asie du Sud (188 000). L'Afrique sub-saharienne et l'Asie du Sud enregistrent donc 86 % (459 000) des décès maternels totaux³⁷. Ces estimations fournissent une indication mise à jour de l'étendue de la question de la mortalité maternelle dans le monde. Ils plaident clairement en faveur d'une action renforcée pour réduire la mortalité maternelle et pour produire des données solides permettant d'améliorer les futures estimations³⁸. L'analyse individuelle des tendances montre qu'au niveau mondial, la mortalité maternelle a reculé en moyenne de moins de 1 % par an entre 1990 et 2005 – bien en dessous des 5,5 % par an nécessaires pour atteindre le cinquième OMD de réduction de la mortalité maternelle.

Afin d'atteindre cet objectif, les taux de mortalité maternelle devront à l'avenir décliner beaucoup plus rapidement, en particulier en Afrique sub-saharienne, où le recul annuel n'a jusqu'à présent que frôlé les 0,1 %. La réalisation de cet objectif nécessitera un redoublement d'attention pour améliorer la santé des femmes, notamment en matière de soins obstétricaux d'urgence.

Tableau : Comparaison de la mortalité maternelle en 1990 et en 2005 par région³⁹

Region	1990*		2005*		% change in MMR between 1990 and 2005	Annual % change in MMR between 1990 and 2005
	MMR	Maternal deaths	MMR	Maternal deaths		
WORLD TOTAL	430	576 000	400	536 000	-5.4	-0.4
Developed regions**	11	1 300	9	960	-23.6	-1.6
Countries of the commonwealth of independent states (CIS)***	58	2 800	51	1 800	-12.5	-0.9
Developing regions	480	572 000	450	533 000	-6.6	-0.5
Africa	830	221 000	820	276 000	-0.6	0.0
Northern Africa****	250	8 900	160	5 700	-36.3	-3.0
Sub-Saharan Africa	920	212 000	900	270 000	-1.8	-0.1
Asia	410	329 000	330	241 000	-19.7	-1.5
Eastern Asia	95	24 000	50	9 200	-47.1	-4.2
South Asia	620	241 000	490	188 000	-21.1	-1.6
South-Eastern Asia	450	56 000	300	35 000	-32.8	-2.6
Western Asia	190	8 500	160	8 300	-16.2	-1.2
Latin America and the Caribbean	160	21 000	130	15 000	-26.3	-2.0
Oceania	550	1 000	430	890	-22.2	-1.7

³⁷ Selon les régions des OMD, le RMM était plus élevé en 2005 dans les régions en développement (450 décès pour 100 000 naissances), ce qui contraste radicalement avec les régions développées (9) et les pays du Commonwealth (51). Parmi les régions en développement, l'Afrique sub-saharienne présentait le RMM le plus élevé (900) en 2005, suivie par l'Asie du Sud (490), l'Océanie (430), l'Asie du Sud-Est (300), l'Asie de l'Ouest (160), l'Afrique du Nord (160), l'Amérique latine et les Caraïbes (130) et l'Asie de l'Est (50). 14 pays au total présentaient des RMM d'au moins 1000, dont 13 (à l'exception de l'Afghanistan) en Afrique sub-saharienne. Ces pays sont les suivants (par ordre décroissant) : la Sierra Leone (2 100), le Niger (1 800), l'Afghanistan (1 800), le Tchad (1 500), la Somalie (1 400), l'Angola (1 400), le Rwanda (1 300), le Liberia (1 200), la Guinée Bissau (1 100), le Burundi (1 100), la République démocratique du Congo (1 100), le Nigéria (1 100), le Malawi (1 100) et le Cameroun (1 000). En revanche, le RMM de l'Irlande était de 1. Le risque de décès maternel à l'âge adulte (probabilité qu'une fille de 15 ans finisse par succomber des suites d'un accouchement) est le plus élevé en Afrique (1 sur 26), suivie par l'Océanie (1 sur 62) et l'Asie (1 sur 120), alors que les régions développées enregistrent le risque le plus faible (1 sur 7 300). Des 171 pays et territoires étudiés, le Niger présentait le risque le plus élevé (1 sur 7), avec à l'autre extrême l'Irlande, avec 1 sur 48 000.

³⁸ OMS, UNICEF, FNUAP et al., *Maternal mortality in 2005*,

http://www.FNUAP.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2007/mm_update05.pdf

³⁹ OMS, UNICEF, FNUAP et al., *Maternal mortality in 2005*,

http://www.FNUAP.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2007/mm_update05.pdf

Le programme d'action de la CIPD : reconnaissance par la communauté internationale de l'existence de droits génésiques.

Au sein des Nations unies, la première mention d'un droit lié à la reproduction humaine date de 1968, lorsque la Conférence internationale des droits de l'homme a adopté la Proclamation de Téhéran, dans laquelle la communauté internationale reconnaissait que « les parents ont le droit fondamental de déterminer librement et consciemment la dimension de leur famille et l'échelonnement des naissances ». Ce droit humain de base a été formulé plus avant dans les principes et les objectifs du plan d'action pour la population mondiale, adopté par la Conférence internationale sur la population de 1974, lequel stipule, en son paragraphe 14(f) que :

« Tous les couples et tous les individus ont le droit fondamental de décider librement et en toute responsabilité du nombre d'enfants qu'ils veulent avoir et du moment de leurs naissances, ainsi que le droit d'être suffisamment instruits et informés de ces questions ; dans l'exercice de ce droit, les couples et les individus doivent tenir compte des besoins de leurs enfants vivants et à venir et de leurs responsabilités à l'égard de la communauté ».

De plus, le plan d'action mondial pour la population, premier document publié par les Nations unies afin d'orienter les gouvernements dans le développement de politiques démographiques, faisait explicitement mention de la conformité de ces politiques aux droits humains, comme le précise le para. 17 :

« Les pays estimant que leur croissance démographique actuelle ou future entrave leurs objectifs en termes de promotion du bien-être humain sont invités, si ce n'est déjà fait, à envisager l'adoption de politiques démographiques s'inscrivant dans leur développement socioéconomique, conformes aux droits humains fondamentaux et aux objectifs et valeurs nationaux. »

Les vingt années suivantes, alors que de plus en plus de pays formulaient et mettaient en œuvre des politiques démographiques, on a de plus en plus reconnu que le respect total des droits humains était essentiel à leur succès⁴⁰. Il en résulte la définition des droits génésiques adoptée en 1994 par la CIPD, qui stipule en substance :

« Les droits en matière de procréation correspondent à certains droits de l'homme déjà reconnus dans des législations nationales, des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres documents pertinents des Nations Unies qui sont le fruit d'un consensus. Ces droits reposent sur la reconnaissance du droit fondamental de tous les couples et des individus de décider librement et avec discernement du nombre de leurs enfants et de l'espacement de leurs naissances et de disposer des informations nécessaires pour ce faire, et du droit de tous d'accéder à la meilleure santé en matière de sexualité et de reproduction. Ce droit repose aussi sur le droit de tous de prendre des décisions en matière de procréation sans être en butte à la discrimination, à la coercition ou à la violence, tel qu'exprimé dans des documents relatifs aux droits de l'homme. Dans l'exercice de ce droit, il importe que les couples et les individus tiennent compte des besoins de leurs enfants présents et à venir et de leurs propres responsabilités envers la société. Que tous exercent ce droit de façon responsable devrait être l'objectif fondamental des politiques et programmes financés par des fonds publics, au niveau gouvernemental comme au niveau local, dans le domaine de la santé en matière de reproduction, y compris de la planification familiale. Il faudrait veiller soigneusement à ce que, conformément au but visé, ces politiques et programmes favorisent l'établissement de relations de respect mutuel et

⁴⁰ FNUAP et IIED, *Population Dynamics and Climate Change*, 2009
http://www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2009/mm_update05.pdf

d'équité entre les sexes, et satisfassent particulièrement les besoins des adolescents en matière d'enseignement et de services » (para 7.3)⁴¹.

Une meilleure scolarisation

L'éducation est de toute évidence une nécessité pour une vie productive et épanouissante. Elle contribue en outre au progrès économique et social des individus et des pays. Les enfants de nombreux pays en développement sont scolarisés durant plus longtemps, mais ces progrès sont loin d'être uniformes. Durant de nombreuses années, un problème clé en matière d'éducation a été l'absence d'égalité des chances pour les filles. Toutefois, on enregistre également des avancées notables sur cette question, le niveau de scolarisation des filles et des garçons progressant lentement vers une parité. Cependant, ces statistiques ne tiennent souvent pas compte de la qualité de l'enseignement, en particulier dans les zones rurales où la plupart des élèves des pays en développement résident⁴².

Bien que les politiques démographiques de réduction de l'Indice synthétique de fécondité (ISF) ne soient pas la motivation première de l'éducation des filles, l'effet de cette éducation sur l'émancipation des femmes et sur leurs décisions de reproduction est souvent analysé. Sur le graphique, la relation entre éducation et fécondité est claire et omniprésente dans les pays. Ce qui demeure flou, c'est le nombre souvent peu élevé de femmes avec un niveau d'éducation supérieur à l'école primaire dans les pays en développement. Les femmes avec un niveau d'éducation secondaire ou supérieur se démarquent souvent radicalement de la majorité, notamment lorsqu'elles résident dans des zones urbaines avec des parents soucieux d'éduquer garçons et filles de la même façon. Enseignement supérieur et fécondité plus basse ne vont donc pas automatiquement de pair, mais s'inscrivent dans une tendance généralement liée à un statut socioéconomique plus élevé.

Pour la vaste majorité de la population, le coût de l'éducation est un obstacle de taille et souvent les fils ont la priorité. Ici comme ailleurs, les statistiques ne brossent pas l'entièreté du tableau. Le contexte social et culturel d'un pays doit toujours également être pris en compte⁴³.

L'exemple de l'Afrique sub-saharienne

Depuis longtemps, l'éducation est considérée comme un facteur important, voire le plus important de la fécondité et de la mortalité/santé, supplantée seulement par les dimensions démographiques de base telles que l'âge et le sexe.

Les chercheurs ont examiné l'évolution de la mortalité infantile dans trois grands pays africains (l'Éthiopie, le Kenya et le Nigéria), représentatifs des crises de développement récemment subies par la région. Dans les trois pays, la mortalité des enfants de moins de 5 ans nés de femmes ayant bénéficié d'un enseignement secondaire est beaucoup plus faible que celle des femmes n'ayant pas été à l'école ou ayant suivi un enseignement primaire uniquement. Une meilleure éducation permet notamment d'améliorer la santé des mères et des enfants, via un meilleur accès à des informations et à des soins de santé essentiels. Notons que des trois pays, seule la mortalité infantile de l'Éthiopie s'est améliorée avec le temps. Au Kenya et au Nigéria, les conditions globales de mortalité infantile ont en fait empiré. Et dans ce contexte, l'éducation féminine est devenue encore plus importante. Alors que pour les femmes avec peu ou prou d'éducation, la situation a clairement empiré avec le temps, pour les femmes avec un niveau d'enseignement secondaire, les choses se sont en fait améliorées ou du moins n'ont pas empiré.

Cela illustre le fait que la crise de développement et humanitaire en Afrique est en grande mesure une crise éducative – comme l'analyse qui suit le montrera –, qui coïncide avec la crise de la croissance de la population. Les indices de fertilité par niveau d'enseignement sont très similaires aux taux de mortalité infantile.

⁴¹ Voir: Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, adopté lors de Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994, http://www.unfpa.org/upload/lib_pub_file/571_filename_finalreport_icpd_fre.pdf

⁴² Population Reference Bureau, *Fiche de données sur la population mondiale 2009*, http://www.prb.org/pdf09/09wpds_fr.pdf

⁴³ C. Haub, *World Population Dynamics*, cit., http://www.berlin-institut.org/fileadmin/user_upload/Studien/engl_Dynamics.pdf

Les femmes avec un niveau d'éducation secondaire présentent généralement des indices de fécondité bien plus faibles et dans tous les pays. Ceux-ci ont décliné avec le temps, alors que l'indice de fécondité des femmes sans éducation et de celles avec un niveau d'enseignement primaire uniquement ont quelque peu augmenté, ce qui explique la stagnation globale de la fécondité. Dans l'Éthiopie actuelle, les femmes qui n'ont pas bénéficié d'un enseignement formel ont en moyenne six enfants, contre cinq chez les femmes avec un niveau d'enseignement primaire et deux seulement chez celles ayant achevé leurs études secondaires.

Ces différences marquantes donnent un éclairage différent au débat sur la stagnation du déclin de la fécondité. Étant donné le rôle clé de l'éducation des femmes dans le repli de la fécondité et le fait que la transition vers un niveau d'enseignement secondaire inférieur au minimum est le facteur majeur, l'amélioration rapide de l'éducation féminine devrait de toute évidence, avec de nombreux autres effets positifs comme l'émancipation, la santé et le bien-être, être considérée comme une politique démographique très efficace⁴⁴.

5. Comment la croissance démographique entrave-t-elle le développement rural ?

5.1 Croissance démographique, urbanisation et développement rural

Les données récentes confirment que la population mondiale a atteint une nouvelle étape en 2008 : pour la première fois dans l'histoire, la population urbaine a égalé la population rurale mondiale pour ensuite constituer la majorité de la population mondiale. Cette étape résulte de l'urbanisation rapide des dernières dizaines d'années, en particulier dans les régions moins développées. Néanmoins, de grandes régions du monde demeurent majoritairement rurales. En Afrique et en Asie, six personnes sur dix vivent toujours dans des zones rurales.

Si la population devrait augmenter de 2,5 milliards entre 2007 et 2050, passant de 6,7 à 9,2 milliards, la population des zones urbaines devrait augmenter de 3,1 milliards, passant de 3,3 milliards en 2007 à 6,4 milliards en 2050. Les zones urbaines mondiales devraient donc absorber l'ensemble de la croissance démographique des quarante prochaines années tout en attirant une partie de la population rurale.

Par conséquent, la population mondiale rurale devrait commencer à décliner dans une dizaine d'années, pour atteindre une diminution de 0,6 milliard d'ici 2050. La hausse soutenue de la population urbaine, alliée au ralentissement marqué de la croissance démographique rurale entraînera une urbanisation continue, à savoir une augmentation de la proportion d'habitants des zones urbaines.

De plus, la croissance de la population attendue dans les zones urbaines devrait majoritairement être concentrée dans les villes et les localités des régions moins développées. L'Asie, en particulier, devrait voir sa population urbaine augmenter de 1,8 milliard, l'Afrique de 0,9 milliard et l'Amérique latine et les Caraïbes de 0,2 milliard. La croissance de la population devrait donc devenir largement urbaine et concentrée dans les pays en développement.

En 2008, pour la première fois dans l'histoire, la proportion de la population résidant dans des zones urbaines a atteint 50 %. Bien que, dans les régions plus développées, la proportion de population urbaine ait atteint presque 53 % en 1950, celle des régions moins développées devrait atteindre ce niveau vers 2019.

⁴⁴ W. Lutz, *Sola schola et sanitate : human capital as the root cause and priority for international development?* In *Philosophical Transactions of the Royal Society*, vol. 364, pp. 3031–3047, 2009
<http://rstb.royalsocietypublishing.org/content/364/1532/3031.full.pdf>

Tableau : Zones urbaines et rurales des pays ACP⁴⁵

Pays ou zone	Pourcentage de population urbaine			Évolution moyenne annuelle (%)	
	2007	2025	2050	Urbaine 2005-2010	Rurale 2005-2010
Monde	49,4	57,2	69,6	2,0	0,4
Régions plus développées	74,4	79,0	86,0	0,5	-0,5
Régions moins développées	43,8	53,2	67,0	2,5	0,5
Pays les moins développés	27,9	38,1	55,5	4,1	1,7
Régions moins développées, sauf la Chine	44,1	52,1	65,7	2,5	0,9
Afrique sub-saharienne	35,9	45,2	60,5	3,7	1,7
Afrique	38,7	47,2	61,8	3,3	1,6
Afrique orientale	22,7	30,6	47,6	3,9	2,1
Burundi	10,1	17,1	33,3	6,8	3,6
Comores ¹	27,9	33,3	50,7	2,7	2,4
Djibouti	87,0	91,3	94,2	2,2	-1,4
Érythrée	20,2	30,8	50,1	5,4	2,7
Éthiopie	16,6	24,2	42,1	4,3	2,2
Kenya	21,3	29,6	48,1	4,0	2,3
Madagascar	29,1	37,9	56,1	3,8	2,2
Malawi	18,3	28,8	48,5	5,2	2,0
Île Maurice	42,3	47,9	63,4	0,9	0,7
Mozambique	36,1	50,1	67,4	4,1	0,7
Rwanda	18,0	25,2	42,9	4,2	2,4
Seychelles	53,8	63,9	76,2	1,4	-0,6
Somalie	36,0	46,3	63,7	4,2	2,2
Ouganda	12,8	18,0	33,5	4,4	3,1
République unie de Tanzanie	25,0	35,1	54,0	4,2	1,9
Zambie	35,2	41,5	58,4	2,3	1,7
Zimbabwe	36,8	47,2	64,3	2,2	0,2
Afrique centrale	41,1	52,2	67,4	4,3	1,8
Angola	55,8	69,0	80,5	4,4	0,7
Cameroun	56,0	68,4	79,9	3,5	0,1
République centrafricaine	38,4	45,2	61,6	2,3	1,5
Tchad	26,1	37,5	56,7	4,7	2,2
Congo	60,9	68,6	79,0	2,7	1,1
République démocratique du Congo	33,3	45,6	63,2	5,1	2,3
Guinée équatoriale	39,2	46,1	62,4	2,8	2,1
Gabon	84,7	89,7	93,5	2,1	-1,7
São Tomé e Príncipe	59,8	71,7	82,1	3,0	-0,5
Afrique australe	57,3	66,3	77,6	1,5	-0,6
Botswana	58,9	70,3	81,1	2,5	-0,6
Lesotho	24,7	38,5	58,1	3,5	-0,3
Namibie	36,2	47,9	65,3	2,9	0,4
Afrique du Sud	60,2	69,0	79,6	1,4	-0,7
Swaziland	24,6	33,6	51,9	1,7	0,3
Afrique occidentale	42,9	53,5	68,0	3,8	1,4

⁴⁵ À partir des données des Nations unies, DESA, 2007

http://www.un.org/esa/population/publications/wup2007/2007_urban_rural_chart.pdf

Bénin	40,8	50,4	66,6	4,0	2,3
Burkina Faso	19,1	29,1	48,4	5,0	2,4
Cap Vert	58,9	70,1	80,8	3,5	0,4
Côte d'Ivoire	48,2	59,8	73,7	3,2	0,6
Gambie	55,7	68,1	81,0	4,2	0,7
Ghana	49,3	61,6	75,6	3,5	0,5
Guinée	33,9	45,0	62,9	3,5	1,4
Guinée-Bissau	29,7	35,4	52,7	3,2	2,9
Liberia	59,5	70,9	83,1	5,6	2,8
Mali	31,6	43,6	62,3	4,8	2,2
Mauritanie	40,7	48,4	64,4	3,0	2,2
Niger	16,4	21,0	37,1	4,0	3,4
Nigéria	47,6	60,3	75,4	3,8	0,9
Sainte Hélène ³	39,1	46,6	62,4	1,5	1,0
Sénégal	42,0	50,0	65,7	3,1	2,0
Sierra Leone	37,4	45,7	62,4	2,9	1,5
Togo	41,3	53,9	69,8	4,3	1,5
Amérique latine et Caraïbes					
Antigua et Barbuda	30,5	35,2	51,9	0,9	1,3
Bahamas	83,5	87,0	90,9	1,4	-0,0
Barbade	39,3	50,0	66,6	1,5	-0,5
Belize	51,2	60,8	74,0	3,1	1,0
Cuba	75,6	78,0	84,4	0,0	-0,1
Dominique	73,6	79,8	86,6	0,2	-1,6
République dominicaine	68,3	78,2	86,1	2,6	-0,9
Grenade	30,7	37,1	54,4	0,3	-0,1
Guyane	28,2	33,7	51,1	0	-0,3
Haïti	45,6	64,7	78,9	4,5	-1,0
Jamaïque	53,0	59,6	72,5	0,9	0,1
Saint Kits et Nevis	32,2	38,3	55,3	1,4	1,2
Sainte Lucie	27,7	33,0	50,4	1,4	1,0
Saint Vincent et les Grenadines	46,6	55,5	70,1	1,3	-0,2
Suriname	74,6	80,5	87	1	-0,8
Trinidad et Tobago	12,9	20,8	38,3	2,9	-0,0
Pacifique					
Fidji	51,8	61,6	74,6	1,6	-0,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,5	15,9	29,8	1,9	2,0
Îles Salomon	17,6	25,9	44,3	4,1	1,9
Vanuatu	24,3	34,4	53,5	4,1	1,8
Kiribati	43,7	49,3	64,5	1,8	1,4
Îles Marshall	70,7	77,1	84,6	2,7	1,0
Micronésie (États féd. de)	22,4	27,3	44,4	0,8	0,4
Nauru	100,0	100,0	100,0	0,3	—
Palau	79,6	90,6	94,1	1,8	-5,1
Îles Cook	73,0	85,8	91,1	-0,7	-6,5
Niue	38,0	50,2	67,2	-0,2	-2,9
Samoa	22,7	29,9	47,9	1,7	0,6
Tonga	24,4	33,4	51,8	1,6	0,1
Tuvalu	49,0	58,5	72,4	1,3	-0,5

La croissance de la population rurale depuis 1960 a été particulièrement rapide en Afrique et en Mélanésie et en Micronésie, soit près de 2 % par an. Même avec un ralentissement de la croissance rurale entre 2000 et 2030 dans l'ensemble des régions du monde, 10 régions sur 21 devraient malgré tout voir leur population rurale augmenter, avec des hausses substantielles probables en Afrique, en Afrique centrale, en Mélanésie et en Micronésie. L'environnement rural de nombreux pays de ces régions est déjà gravement dégradé et il est difficile de nourrir les populations. En Asie centrale du Sud et de l'Ouest, la croissance de la population rurale devrait être modeste mais les pays de ces régions présentent déjà des densités élevées de population rurale⁴⁶.

Population et croissance rurale par grande zone et région, 1960-2030⁴⁷

<i>Major area or region</i>	<i>Rural population (millions)</i>			<i>Rural rate of growth (average annual percentage)</i>	
	<i>1960</i>	<i>2000</i>	<i>2030</i>	<i>1960-2000</i>	<i>2000-2030</i>
World.	2 005.2	3 210.0	3 222.6	1.18	0.01
More developed regions.	353.3	285.0	199.7	-0.54	-1.19
Less developed regions	1 651.9	2 925.0	3 022.9	1.43	0.11
Africa.	225.4	487.3	640.2	1.93	0.91
Eastern Africa	76.4	182.4	259.9	2.18	1.18
Middle Africa.	26.1	61.8	96.1	2.15	1.47
Northern Africa	46.8	85.3	88.6	1.50	0.13
Southern Africa	11.4	24.3	22.1	1.89	-0.31
Western Africa	64.6	133.5	173.6	1.81	0.88

5.2 Population, environnement et changement climatique

5.2.1 Impacts de la croissance démographique sur les ressources naturelles

Disponibilité et dégradation des terres

Les estimations de croissance démographique ont soulevé le problème de la nutrition et, bien que la disponibilité des terres ne soit ni le seul ni le principal facteur de sécurité alimentaire, elle n'en demeure pas moins une question essentielle. Actuellement, quelque 760 millions d'hectares (ha), dont 120 millions irrigués, sont consacrés à la culture dans les pays en développement (à l'exception de la Chine). Ces 760 millions d'hectares ne représentent que 30 % des terres totales pouvant être utilisées pour la culture pluviale, soit 2 570 millions d'ha. Toutefois, les 1 810 millions d'ha restants ne sont pas ou ne devraient pas tous être considérés comme disponibles pour l'expansion agricole. Parmi les entraves à l'expansion des terres cultivées, citons la rareté des terres agricoles de qualité élevée, la concurrence d'utilisations alternatives et le risque de dégradation environnementale de terres et de forêts marginales cultivées. La plupart des terres de la « réserve » de 1,8 milliard d'ha sont de qualité inférieure à celle des terres agricoles actuellement utilisées. De plus, les terres non cultivées sont largement concentrées dans un petit nombre de pays (27 % au Brésil, 9 % en République démocratique du Congo et 36 % dans 13 autres pays), et ne sont pas réellement disponibles car situées en forêts ou dans des zones protégées.

La concurrence pour les terres s'intensifie. Bien que la consommation humaine directe de céréales soit l'utilisation la plus efficace de denrées alimentaires disponibles, davantage de terres sont à

⁴⁶ Source : ONU, Population, environnement et développement, rapport concis, 2001, www.un.org/spanish/esa/population/C2001French.doc

⁴⁷ Source : ONU, Population, environnement et développement, rapport concis, 2001, www.un.org/spanish/esa/population/C2001French.doc

présent consacrées dans les pays en développement à la culture de céréales, d'avoine et de fourrage pour animaux, les préférences alimentaires évoluant, avec l'augmentation des richesses, vers la viande et les produits laitiers. Le développement et la croissance démographique ont également engendré une utilisation plus grande des terres pour le logement, l'industrie et les infrastructures. Bien que les données restent vagues, certaines suggèrent que quelque 94 millions d'ha de terres de tous types dans les pays en développement sont consacrés aux installations humaines et aux infrastructures (à l'exception de la Chine). Nombre des plus grandes villes du monde sont en fait situées sur des terres agricoles extrêmement fertiles. L'expansion des villes déplace les exploitations agricoles, couvre des sols fertiles et contaminent les sols voisins via des particules aériennes et des décharges de déchets solides. Selon les projections, environ 100 millions d'ha supplémentaires devraient être occupés par l'homme d'ici 2030, dont près de 60 millions de terres à potentiel agricole. Bien qu'il ne s'agisse que d'une petite fraction des terres totales, dans des pays comme la Chine avec un potentiel limité de production de nouvelles terres, même ces petites pertes sont préoccupantes.

La dégradation des terres affecte une zone beaucoup plus étendue. Les connaissances sont cependant médiocres dans ce domaine. Les estimations en termes de perte de productivité due à la dégradation des terres sont très variables, certains observateurs les qualifiant de mineures alors que d'autres y voient une menace majeure à la sécurité alimentaire mondiale. Le problème est clairement grave dans certaines zones où, par exemple, l'extension de l'agriculture sur les collines escarpées a entraîné une érosion, ou où de mauvaises pratiques d'irrigation ont engorgé ou salinisé le sol. À une échelle plus large, la relation entre les estimations mondiales et régionales de la gravité de la dégradation humaine des terres et les tendances de production agricole est peu évidente. L'impact du surpâturage sur la dégradation et la désertification des terres est également controversé.

À long terme, le réchauffement planétaire et le changement climatique pourraient également menacer jusqu'à la moitié des ressources foncières de qualité élevée de certains pays, à cause de la montée du niveau de la mer ou de la dégradation des conditions agro-écologiques. L'agriculture contribue actuellement à environ 30 % des émissions mondiales totales des gaz à effet de serre (GES). « L'abattage des forêts tropicales et l'évolution de l'affectation des sols ont profondément influé sur les émissions de CO₂, mais l'attention se tourne à présent vers le méthane (CH₄) et l'oxyde de soufre (N₂O), l'agriculture étant responsable respectivement de 40 et 80 % des émissions anthropogéniques totales de ces GES. » Ces dernières dizaines d'années, l'intensification agricole a lourdement pesé sur l'environnement. La médiocrité des techniques de culture et d'irrigation et l'utilisation excessive des pesticides et des herbicides ont aggravé la dégradation du sol et la contamination des eaux. La salinisation du sol est un problème grave en Asie de l'Ouest, ainsi que dans certaines zones d'autres régions. Chaque année, 20 millions d'ha supplémentaires de terres agricoles deviennent impropres à la culture ou sont envahis par l'expansion urbaine. De son côté, la demande alimentaire devrait doubler ces 30 prochaines années dans les pays en développement. De nouvelles terres seront donc probablement cultivées, marginales pour la plupart et donc encore plus exposées à la dégradation. Les progrès des biotechnologies agricoles pourraient aider les pays en développement en créant des variétés culturales résistantes à la sécheresse, au sel et aux nuisibles. Toutefois, l'impact environnemental de ces biotechnologies doit encore être pleinement évalué et de nombreuses questions, en particulier celles liées à la sécurité biologique, doivent être résolues⁴⁸.

Désertification et biodiversité : menaces de la pression démographique

Ces vingt dernières années, l'expansion agricole, l'abattage, le développement et autres activités humaines ont causé la déforestation de plus de 120 000 kilomètres carrés par an. Un dixième à peine de cette surface a été récupéré grâce à la reforestation et à la croissance naturelle. Il s'agit de la suite logique d'un processus historique qui a causé la disparition de plus de la moitié des forêts d'origine. Alors que la croissance et la densité démographiques sont sans aucun doute liées à l'évolution de la couverture forestière, cette association ne peut être décrite ni prédite de manière

⁴⁸ Source : ONU, Population, environnement et développement, rapport concis, 2001, www.un.org/spanish/esa/population/C2001French.doc

simpliste. Il n'est pas surprenant de constater que la relation est aussi complexe que les variations régionales et culturelles dans les sociétés humaines et leur évolution dans le temps.

Néanmoins, de grands modèles commencent à émerger des nombreuses études menées et de l'évolution du débat qui les entoure. Une vue d'ensemble des études menées dans les années 1980 et 1990 révèle une relation étroite entre croissance démographique et déforestation en Amérique centrale, en Afrique orientale et occidentale et en Asie du Sud, quoique bien moins évidente en Amazonie (Amérique du Sud) et en Afrique centrale. Dans plusieurs pays plus développés tels que les États-Unis et la Russie, la couverture forestière se reforme depuis quelque temps après une période de déforestation extensive⁴⁹.

Défis des écosystèmes et de la biodiversité

Notons que les forêts artificielles diffèrent grandement de la couverture forestière naturelle en termes de composition des espèces (les forêts plantées sont souvent monoculturelles), de fonctions de l'écosystème et de leur capacité à accueillir une large gamme d'espèces végétales et animales et à supporter des pressions telles que les sécheresses et les maladies. Les forêts tropicales naturelles abritent une part élevée de la biodiversité mondiale existante. Plus de la moitié des terres forestières toujours présentes se trouvent dans des pays moins développés et de nombreuses forêts tropicales sont situées dans des zones avec une croissance démographique élevée, une pauvreté importante, un mauvais accès aux services de santé génésique et une migration rapide.

Ce qui entrave la conservation, c'est que la densité de la population et les taux de croissance moyens sont significativement plus élevés dans les zones à biodiversité élevée que dans les autres régions habitables de la surface terrestre. Ainsi, en Afrique sub-saharienne, la densité de population humaine est plus haute dans les zones plus peuplées en oiseaux, en mammifères, en serpents et en amphibiens. Certaines de ces espèces sont menacées d'extinction. Près de 20 % de la population mondiale (1,2 milliard d'individus) vit dans ces « points chauds de biodiversité ». Les conflits entre la biodiversité et la conservation des forêts, la population et le développement sont donc presque inévitables⁵⁰.

Stress hydrique

Un approvisionnement adéquat et fiable en eau douce est essentiel à la santé humaine, à la production alimentaire et au développement économique. Bien que plus de deux tiers de la planète soient couverts d'eau, seule une petite fraction, inférieure à 0,01 %, peut déjà être directement utilisée par l'homme. De plus, cette eau douce renouvelable n'est pas plus disponible aujourd'hui qu'à l'aube de la civilisation humaine. Par conséquent, la taille de la population d'un pays et la rapidité de sa croissance permet de déterminer l'apparition et la gravité des pénuries d'eau. Bien que les déclinés récents de la croissance démographique aient amélioré la disponibilité future de l'eau dans de nombreux pays, les problèmes liés aux pénuries d'eau continueront à s'aggraver avec l'augmentation de la taille de la population mondiale.

Les humains utilisent actuellement près de la moitié des 12 500 kilomètres cubes d'eau douce disponibles. L'eau douce est distribuée de manière inéquitable dans le monde, et près d'un demi milliard de personnes, 8 % de la population mondiale, vivent déjà dans des pays affectés par le stress hydrique ou par des pénuries graves d'eau, alors qu'un quart supplémentaire vit dans des pays subissant un stress modéré. Face aux tendances actuelles, jusqu'à deux tiers de la population mondiale pourrait être sujette en 2025 à un stress hydrique modéré à élevé. Dans certaines régions, l'eau souterraine s'épuise beaucoup plus rapidement qu'elle se renouvelle, générant une situation clairement non durable. Étant donné que de nombreux pays confrontés aux pénuries d'eau sont des pays africains et asiatiques à revenus faibles, leur adaptation est plus difficile, ces États n'étant souvent pas dans une position propice aux investissements coûteux dans des technologies d'irrigation et de recyclage permettant d'économiser l'eau. Par ailleurs, nombre de ces pays, en particulier africains, connaissent une croissance démographique rapide.

⁴⁹ PRB, *Population Growth and Deforestation : A Critical and Complex Relationship*, 20, 2004

<http://www.prb.org/Articles/2004/PopulationGrowthandDeforestationACriticalandComplexRelationship.aspx>

⁵⁰ PRB, *Population Growth and Deforestation : A Critical and Complex Relationship*, 20, 2004

<http://www.prb.org/Articles/2004/PopulationGrowthandDeforestationACriticalandComplexRelationship.aspx>

Quelque 300 grands cours d'eau et de nombreuses nappes d'eau souterraines traversent les frontières nationales. La nécessité de mettre les efforts en commun persistera et augmentera probablement, en particulier dans les zones confrontées à des pénuries d'eau, telles que le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et certaines régions d'Asie, et toutes celles où la pollution d'une zone est transportée en aval à travers les frontières nationales.

Selon les estimations des Nations unies, plus d'un milliard de personnes n'ont pas un accès suffisant à l'eau potable et 2 milliards et demi n'ont pas les installations sanitaires adéquates. En particulier dans des zones à urbanisation rapide où l'eau potable et les infrastructures de traitement des égouts sont souvent inadaptées, voire inexistantes, on estime en moyenne à plus de 5 millions, dont plus de la moitié sont des enfants, le nombre de décès dus à ces conditions d'insécurité. L'insuffisance du lien entre ressources hydriques et agriculture, foresterie, écosystèmes et développement urbain et rural, la dégradation de la qualité de l'eau et la mauvaise utilisation des ressources hydriques menacent gravement la santé et le développement de la population dans des zones étendues du monde⁵¹.

La nécessité de nourrir un nombre grandissant d'individus est de plus en plus pressante pour les ressources hydriques de nombreuses régions mondiales. Au niveau mondial, l'irrigation représente plus de 70 % de l'eau douce puisée dans les lacs, les rivières et les sources souterraines. Bien que l'utilisation de l'eau soit souvent inefficace, les mécanismes de mise en œuvre efficace de politiques de gestion de l'eau prennent souvent du temps, sont onéreuses et ne sont dans certains cas pas viables. La pression démographique n'est pas la seule, ni même la principale, cause d'utilisation inefficace et de pollution de l'eau, mais elle aggrave la magnitude des dommages écologiques. La croissance démographique, à travers ses effets sur l'expansion des terres cultivées et la collecte de bois de chauffe, contribue largement à la déforestation de certaines régions. L'exploitation commerciale du bois est la principale cause de déforestation dans d'autres régions. La pollution de l'air et de l'eau est la principale menace environnementale à laquelle sont confrontés les pays développés, ainsi qu'un nombre grandissant de pays en développement. Développement important et taux élevés d'émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre vont également de pair. En général, la croissance démographique semble beaucoup moins contribuer à ces problèmes que la croissance économique et les technologies. Néanmoins, toutes les autres choses restant égales, une croissance démographique soutenue joue un rôle en renforçant la demande économique agrégée et donc le volume de la production polluante. La situation démographique est particulière lorsqu'il s'agit de préserver un écosystème unique, biologiquement riche ou fragile. Cette préservation est par essence incompatible avec des infrastructures humaines denses ou une exploitation lourde des ressources de la zone protégée.

La croissance démographique au sein de la zone protégée et à proximité peut être l'un des facteurs de risque de dégradation de ces régions. La réglementation gouvernementale est généralement nécessaire afin d'exclure ou du moins de limiter le nombre de logements, de gardiens de troupeaux, d'exploitations forestières et d'autres activités incompatibles avec la préservation de l'écosystème naturel. Toutefois, rares sont les zones totalement inhabitées. Certaines abritent des populations indigènes et parfois des communautés d'agriculteurs résidant à proximité jouissent traditionnellement de droits d'exploitation des ressources forestières. Ces populations sont souvent très pauvres et leur subsistance dépend des ressources protégées. Souvent, ce sont les droits d'exploitation des femmes de ces communautés qui sont en jeu. De plus en plus, les organisations gouvernementales et non gouvernementales concernées par la conservation ont admis la nécessité de tenir compte des besoins des populations locales dans la mise en œuvre de programmes de préservation. Ces programmes ont remporté un certain succès, mais c'est loin d'être universel. De nombreux gouvernements peinent à protéger efficacement ces zones⁵².

Croissance démographique et risques de conflit

Bien que l'absence de pressions démographiques ne garantisse pas la paix, ces pressions peuvent augmenter la probabilité de conflit. C'est particulièrement le cas dans des pays soumis à des

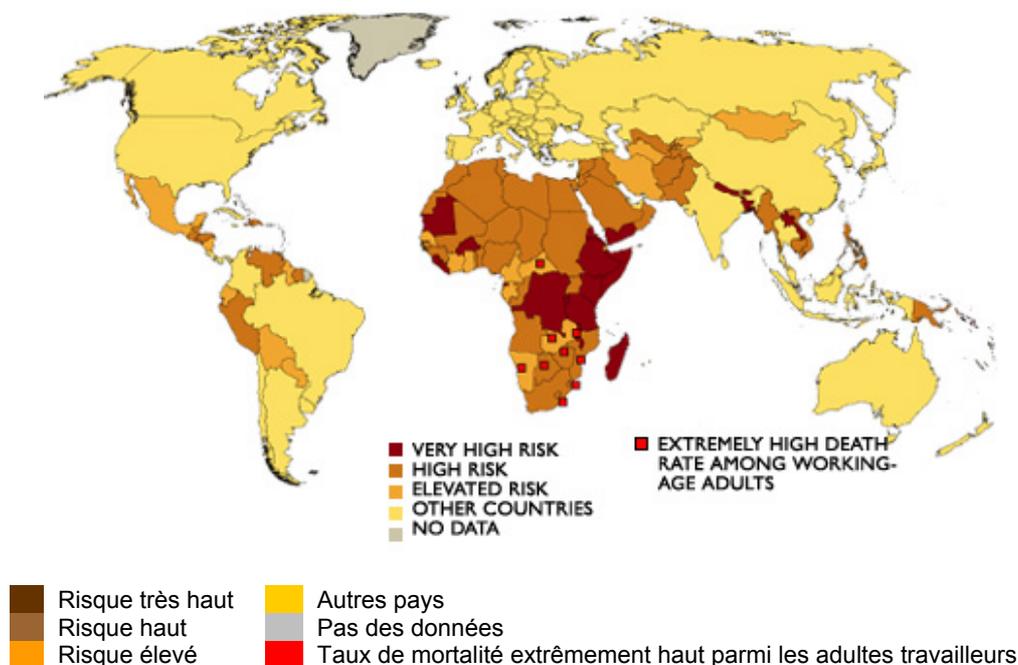
⁵¹ Division de la population de l'ONU, *World Population Monitoring*, 2001

⁵² Source : ONU, Population, environnement et développement, rapport concis, 2001, www.un.org/spanish/esa/population/C2001French.doc

facteurs aggravants tels que des disparités économiques qui se creusent, des conditions environnementales qui empirent ou des ressources naturelles qui s'amenuisent.

Les risques de conflits civils dus à des facteurs démographiques (violence entre gouvernements et insurgés, ou entre factions étatiques au sein des frontières territoriales) peuvent être plus grands qu'on l'imagine généralement, et dignes d'être davantage pris en compte par les décideurs politiques et chercheurs dans le domaine de la sécurité. Les récents progrès de la transition démographique, à savoir le passage de taux de natalité et de mortalité élevés à faibles, sont associés au déclin constant de la vulnérabilité des États-nations aux conflits civils. Si cette association se poursuit tout au long du 21^e siècle, une série de politiques visant la promotion des familles limitées, saines et mieux instruites et l'allongement de la durée de vie au sein des populations des pays en développement pourraient encourager une plus grande stabilité politique dans des États fragiles et renforcer la sécurité mondiale future. Près de la moitié des pays du monde présentent des caractéristiques démographiques propices aux conflits civils au cours de la décennie actuelle. Cette évaluation du risque démographique de 2000 à 2010 s'appuie sur l'intensité de trois facteurs de stress : la proportion de personnes âgées de 15 à 29 ans dans la population adulte, le taux de croissance de la population urbaine et la disponibilité par tête de terres cultivées et d'eau douce⁵³.

Tableau : Evaluation globale des risques démographiques liés aux conflits civils 2000-2010⁵⁴.



5.2.2 Liens entre croissance démographique et changement climatique

5.2.2.1 Impact de la croissance démographique sur le changement climatique

La croissance démographique est l'une des causes de l'augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Mais de nombreuses analyses influençant les efforts d'atténuation du changement climatique ne tiennent pas pleinement compte de la complexité des mécanismes

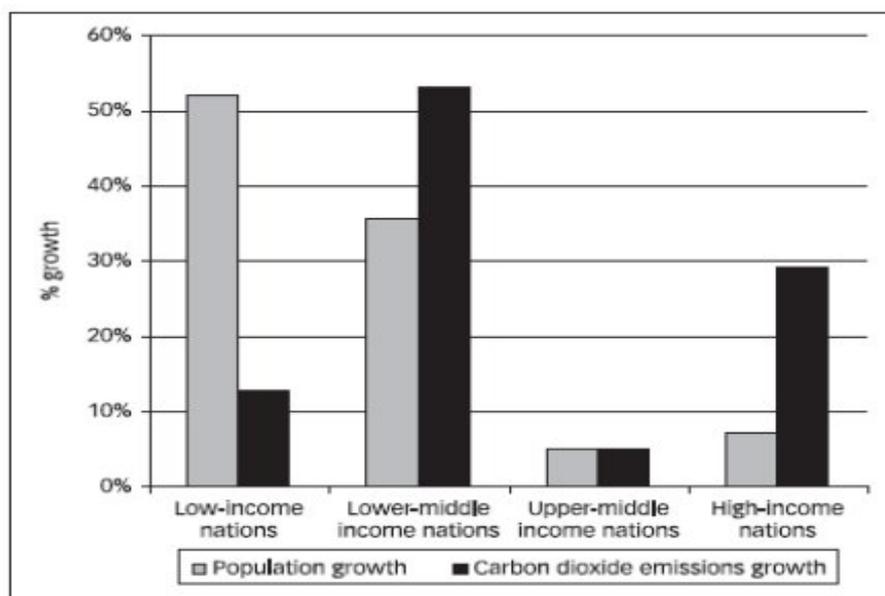
⁵³ Population Action International, *The Security Demographic. Population and civil conflict after the Cold War*, 2003, http://www.populationaction.org/Publications/Reports/The_Security_Demographic/The_Security_Demographic_Population_and_Civil_Conflict_After_the_Cold_War.pdf

⁵⁴ Source: Population Action International, *The Security Demographic. Population and civil conflict after the Cold War*, 2003, http://www.populationaction.org/Publications/Reports/The_Security_Demographic/The_Security_Demographic_Population_and_Civil_Conflict_After_the_Cold_War.pdf

d'influence des facteurs démographiques sur les émissions. Ainsi, selon les projections des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, chaque membre de la population est supposé contribuer de manière égale aux émissions. La croissance démographique affecte dès lors ces émissions. Il est cependant de notoriété publique que les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre dépendent des modèles de consommation et de production variables selon la population. L'évolution de la composition des populations affectera les émissions mondiales de gaz à effet de serre⁵⁵. Selon les conclusions de la recherche, il est incorrect de suggérer que c'est l'augmentation de la population qui détermine la croissance des émissions de GES, alors que la contribution aux émissions de gaz à effet de serre (GES) sur une durée de vie d'une personne supplémentaire dans la population mondiale varie selon un facteur de plus de 1 000 selon les circonstances de sa naissance et de ses possibilités et choix de vie. Ce n'est donc pas la croissance du nombre de personnes, mais plutôt celle du nombre de consommateurs et les implications sur les GES de leurs modèles de consommation qui sont problématiques.

Ce n'est pas la croissance de la population (urbaine ou rurale) qui détermine la croissance des émissions de GES, mais plutôt la croissance des consommateurs et de leur niveau de consommation. Une proportion significative de la population urbaine (et rurale) mondiale présente des niveaux de consommation tellement faibles qu'ils contribuent peu ou prou à ces émissions. Si la contribution aux émissions de GES sur une durée de vie d'une personne supplémentaire dans la population mondiale varie d'un facteur de plus de 1 000 selon les circonstances de sa naissance et de ses possibilités et choix de vie, il serait erroné de considérer la croissance démographique comme un moteur de changement climatique. Une étude des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) des nations et leur évolution entre 1980 et 2005 (ainsi qu'entre 1950 et 1980), montre un faible lien entre les nations présentant une croissance démographique rapide et les nations avec des émissions de GES élevées et une croissance rapide des émissions de GES. En fait, ce sont principalement les nations avec des émissions par tête très faibles (et souvent des émissions à croissance très lente) qui présentent les taux de croissance les plus élevés⁵⁶.

Tableau : Contribution à la croissance démographique mondiale et aux émissions de CO₂ par groupe de nations selon leur niveau de revenus par tête moyen, 1980-2005⁵⁷



⁵⁵ World Population Highlights : Key Findings From PRB's 2009 World Population Data Sheet, Bulletin sur la population 64, n°3, 2009, <http://www.prb.org/pdf09/64.3highlights.pdf>

⁵⁶ D. Satterthwaite, *The implications of population growth and urbanization for climate change*. In *Environment and Urbanization* 2009 ; vol. 21 ; p. 545, <http://eau.sagepub.com/cgi/reprint/21/2/545>

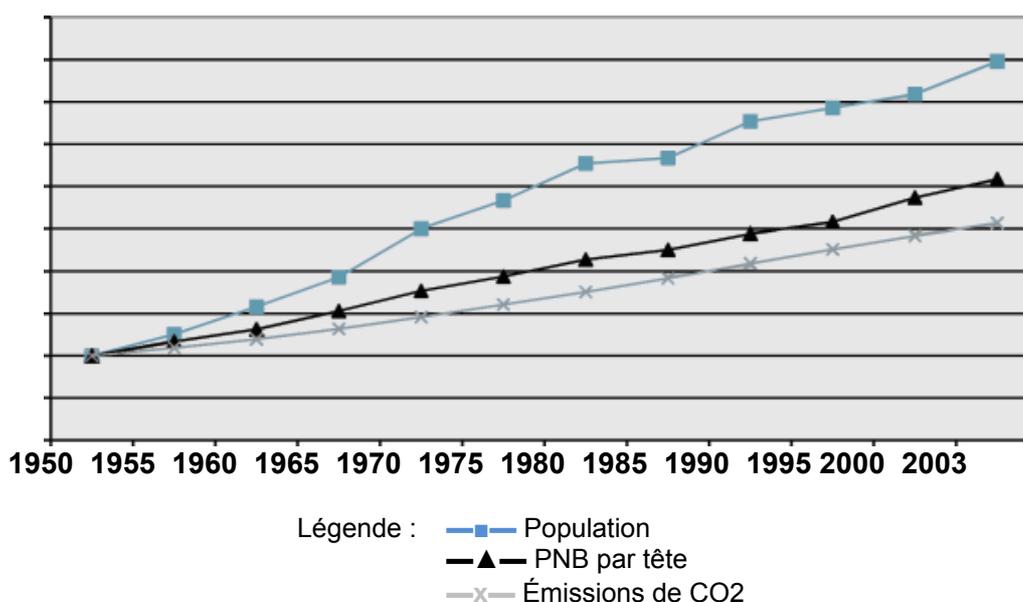
⁵⁷ Source : D. Satterthwaite, *The implications of population growth and urbanization for climate change*. In *Environment and Urbanization* 2009 ; vol. 21 ; p. 545, <http://eau.sagepub.com/cgi/reprint/21/2/545>

Actuellement, la plupart des pays à revenus élevés se caractérisent par des taux faibles d'accroissement naturel (excès de naissance par rapport aux décès), alors que les pays à faibles revenus présentent des taux d'accroissement naturel et de croissance démographique généralement élevés. Cette association négative entre la rapidité de la croissance démographique et les revenus par tête contraste avec l'association positive étroite entre les niveaux de revenus et la production de gaz à effet de serre à l'origine du changement climatique.

Il est donc bien connu que les pays les plus producteurs de gaz à effet de serre sont ceux dont les revenus par tête connaissent une croissance rapide et dont la croissance démographique est généralement faible, voir nulle. En revanche, les pays dont la population continue à croître rapidement ont tendance à avoir des revenus et des émissions de gaz à effet de serre par tête faibles.

De plus, il semble qu'une croissance démographique rapide dans les pays à faibles revenus peut, d'elle-même, ralentir la croissance économique, contribuant donc encore davantage au maintien d'émissions de gaz à effet de serre faibles. Par conséquent, le lien entre croissance démographique et changement climatique est loin d'être direct. Afin d'envisager l'impact potentiel de la croissance démographique sur le changement climatique, il faut tenir compte des relations entre croissance démographique, développement économique, utilisation de l'énergie et déforestation, ainsi que de l'impact de ces facteurs sur le réchauffement planétaire.

Tableau : Schéma 1.1 Évolution de la population, PNB par tête et émissions de CO₂, Monde, 1950-2000⁵⁸



L'amélioration des scénarios de changement climatique dépend également de la connaissance de l'évolution de la composition démographique dans le temps. La recherche sur la population et le changement climatique a identifié trois tendances démographiques qui affecteront les émissions mondiales : l'urbanisation, la diminution de la taille des ménages et le vieillissement de la population.

L'urbanisation

En 2007, pour la première fois dans l'histoire, la proportion de la population résidant dans des zones urbaines a dépassé les 50 %. Les Pays avancés sont déjà très urbanisés, avec 75 % de leur population résidant dans des zones urbaines. Dans les PMA, des zones urbaines petites et moyennes se développent rapidement. En effet, ces 40 prochaines années, quasi la totalité de la

⁵⁸ Source : FNUAP et IIED, *Population Dynamics and Climate Change*, 2009, <http://www.FNUAP.org/public/site/global/lang/en/pid/4500>

croissance démographique mondiale aura lieu dans des zones urbaines des PMA. L'urbanisation entraîne une hausse des émissions, principalement à cause de l'augmentation de la consommation par tête de combustibles fossiles⁵⁹.

L'urbanisation générera une expansion rapide des infrastructures, en particulier dans le transport. De plus, les ménages urbains dans les pays en développement consomment beaucoup plus de combustibles fossiles que de biocarburants que les ménages ruraux. Cependant, le choix du carburant est avant tout un effet de revenu plutôt qu'une conséquence du lieu, même dans des zones urbaines. L'influence de l'urbanisation sur les émissions s'exerce dès lors avant tout via l'augmentation des revenus urbains par rapport aux ruraux. Généralement, les opportunités d'augmentation de revenus sont considérées comme un facteur important de migration des zones rurales aux zones urbaines et contribuent donc toujours à l'augmentation des taux d'urbanisation. L'urbanisation influe de toute évidence profondément sur les émissions de GES futures. L'urbanisation peut également avoir un effet important sur les émissions à cause de ses effets sur la distribution des revenus et donc sur les modèles de consommation énergétique à l'échelle mondiale⁶⁰.

Diminution de la taille des ménages

Des études ont montré que le nombre de ménages est plus important que le nombre de personnes en ce qui concerne la détermination des émissions. Les tendances démographiques indiquent qu'avec la croissance de la population dans de nombreuses régions du monde, la taille moyenne des ménages diminue. On dénombre donc de plus en plus de ménages qui ont moins de membres. La recherche montre que la consommation énergétique par tête des petits ménages est substantiellement plus élevée que celle des grands ménages. La consommation énergétique est surtout fixe et dépend davantage de la taille réelle du logement et du nombre de véhicules par ménage que des membres de celui-ci⁶¹.

Vieillesse de la population

Parmi les Pays avancés, les populations vieillissent et les adultes plus âgés constituent une proportion grandissante de nombreuses nations. Cette tendance émerge également dans des PMA tels que le Brésil et la Chine, pays ayant récemment enregistré un recul rapide de la fécondité. La recherche sur les États-Unis et la Chine suggère que le vieillissement contribuera au recul des émissions, la proportion de la population faisant partie de la main-d'œuvre diminuant avec le temps⁶².

Notons qu'il a été argué que le vieillissement peut avoir un impact significatif sur les émissions de CO₂ futures. Le mécanisme suggéré concerne le taux de formation des ménages. Dans une population vieillissante, une proportion plus élevée de personnes appartiennent aux tranches d'âges plus avancées. À taux de formation des ménages constants dans le temps pour chaque tranche d'âge, les taux globaux augmenteront avec l'ajout de personnes dans les tranches plus élevées. Cette augmentation s'accompagnera d'un recul du nombre de membres des ménages (processus déjà observé dans les pays industrialisés) et des indices de fécondité. Les petits ménages consommant beaucoup plus d'énergie par personne que les grands, il semble que les émissions de CO₂ augmenteront avec l'intensification du vieillissement. Cet effet demeure largement incertain, notamment parce que les taux de formation des ménages dans des populations vieillissantes ne sont pas bien compris⁶³.

⁵⁹ *World Population Highlights : Key Findings From PRB's 2009 World Population Data Sheet*, Bulletin sur la population 64, n°3, 2009, <http://www.prb.org/pdf09/64.3highlights.pdf>

⁶⁰ GIEC, *Emissions scenarios. Summary for policymakers - Chapter 3: Scenarios Driving forces*, 2000, <http://www.ipcc.ch/ipccreports/sres/emission/index.php?idp=54>

⁶¹ *World Population Highlights : Key Findings From PRB's 2009 World Population Data Sheet*, Bulletin sur la population 64, n°3, 2009, <http://www.prb.org/pdf09/64.3highlights.pdf>

⁶² *World Population Highlights : Key Findings From PRB's 2009 World Population Data Sheet*, Bulletin sur la population 64, n°3, 2009, <http://www.prb.org/pdf09/64.3highlights.pdf>

⁶³ GIEC, *Emissions scenarios. Summary for policymakers - Chapter 3: Scenarios Driving forces*, 2000, <http://www.ipcc.ch/ipccreports/sres/emission/index.php?idp=54>

Des modèles complexes tenant compte des effets non seulement de la croissance démographique, mais aussi de l'évolution des tranches d'âge des populations et de leur répartition entre les zones urbaines et rurales sur la productivité économique, la croissance économique et l'utilisation de l'énergie, démontrent que l'évolution démographique, motivée par celle de la fécondité, peut avoir un impact significatif sur la production de gaz à effet de serre. Les résultats complets de ces modèles ne sont pas encore publiés, mais les résultats préliminaires des scénarios jusqu'en 2100 montrent qu'un taux de croissance démographique plus faible, en particulier dans les économies à croissance rapide des régions en développement et dans les pays à revenus élevés, contribuerait à lui seul grandement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, considérée comme nécessaire afin de prévenir un réchauffement planétaire dangereux⁶⁴.

La cruelle vérité, c'est que la réduction des émissions de gaz à effet de serre nécessite une diminution de la consommation d'énergie globale de sources fossiles. Plus la terre compte d'habitants, plus l'utilisation des combustibles fossiles doit diminuer afin d'atteindre des niveaux d'émissions sûrs. Les disparités existantes en matière d'utilisation des énergies dues aux différences profondes de revenus par tête compliquent le débat, mais il n'en demeure pas moins que les niveaux actuels de croissance démographique ne peuvent être maintenus à long terme sans menacer la durabilité de la planète, en particulier si le niveau de vie doit s'améliorer pour une population grandissante⁶⁵.

Il est incorrect de suggérer que c'est l'augmentation de la population qui détermine la croissance des émissions de GES, alors que la contribution aux émissions de GES sur une durée de vie d'une personne supplémentaire dans la population mondiale varie selon un facteur de plus de 1 000 selon les circonstances de sa naissance et ses possibilités et choix de vie. Ce n'est donc pas la croissance du nombre de personnes, mais plutôt celle du nombre de consommateurs et les implications sur les GES de leurs modèles de consommation qui sont problématiques. En théorie (en faisant fi des difficultés d'évaluation), la responsabilité des émissions de GES devrait incomber aux individus et aux ménages, sur la base des implications de leur consommation sur les GES, et non aux nations (ou aux villes), sur la base des inventaires des GES selon une perspective de production. Selon l'optique de consommation, les 20 % de la population mondiale avec les niveaux de consommation les plus élevés devraient être responsables de plus de 80 % des émissions de GES d'origine humaine, et d'une proportion encore plus grande de contributions historiques⁶⁶.

Les tendances démographiques sont essentielles dans les futurs scénarios d'émissions de GES

- Dans les scénarios sur l'avenir du climat du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), une croissance démographique élevée va généralement de pair avec des

⁶⁴ Examinons les facteurs de croissance démographique future sous-tendant les scénarios des émissions de gaz à effet de serre futures développés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Pour les types de scénarios A1 et B2, le GIEC utilise une projection démographique combinant fécondité, mortalité et migration faibles. Selon cette projection, la population mondiale atteint 8,7 milliards en 2050, pour ensuite décliner jusqu'à 7,1 milliards en 2100. La famille A2 est basée sur une projection démographique élevée de 15 milliards d'habitants en 2100. La famille B2 s'appuie sur une projection moyenne de 9,4 milliards d'individus en 2050, augmentant ensuite pour atteindre 10,4 milliards en 2100. Chaque famille de scénarios variant par rapport aux autres scénarios de développement économique futur, la comparaison de leurs résultats ne permet pas d'évaluer l'effet de la croissance démographique à elle seule sur les émissions de gaz à effet de serre. De plus, les croissances démographique et économique étant liées, il serait irréaliste d'imaginer un avenir où seule la croissance démographique varierait d'un scénario à l'autre. En effet, les scénarios de croissance économique future du GIEC tiennent compte des relations avec les tendances démographiques et prévoient donc la croissance économique la plus élevée dans la famille de scénarios à croissance démographique la plus lente (A1 avec un taux de croissance de 2,9% par an et B1 avec 2,5% par an). Les deux autres familles de scénarios prévoient un niveau de croissance économique moyen (B2 avec 2,2% par an en moyenne) ou faible (A2 avec 1,3% par an en moyenne). Le quatrième rapport d'évaluation du GIEC présente les résultats des divers scénarios selon leur impact sur le changement climatique. Ces résultats font réfléchir, car ils imputent l'impact le plus élevé sur le changement climatique au scénario A2, en dépit de sa croissance économique faible. Une croissance démographique rapide et une évolution technologique lente contribuent à ce résultat. Une seule famille de scénarios, baptisée A1F1, présentant une croissance démographique faible et une utilisation élevée et constante des combustibles fossiles, a un impact plus dévastateur sur le climat que le scénario A2.

⁶⁵ FNUAP et IIED, *Population Dynamics and Climate Change*, 2009,

<http://www.FNUAP.org/public/site/global/lang/en/pid/4500>

⁶⁶ FNUAP et IIED, *Population Dynamics and Climate Change*, 2009

<http://www.FNUAP.org/public/site/global/lang/en/pid/4500>

émissions de GES plus importantes. Les scénarios du GIEC sont regroupés en quatre familles (A1, A2, B1 et B2), chacune envisageant divers cas de figure de croissance économique, d'évolution technologique et de croissance démographique. Les cas de figure démographiques sont très variables, d'une projection faible de 7,1 milliards à une projection élevée de 15 milliards en 2100. Si l'on examine les résultats des modèles de changement climatique de ces scénarios, une croissance démographique plus grande est associée à des émissions de GES plus importantes, avec quelques exceptions clés. Par exemple, les effets d'une croissance économique et d'une évolution technologique très intensive en carbone sur les émissions carboniques futures peuvent supplanter la croissance démographique, du moins durant plusieurs décennies.

- Les modèles de changement climatique actuels sous-estiment probablement l'impact des tendances démographiques sur la croissance des émissions de GES. Une faiblesse des scénarios actuels du GIEC est que la taille de la population est la seule variable démographique prise en compte. On ne tient pas compte des changements dans la composition de la population accompagnant sa croissance. Les modèles de consommation énergétique diffèrent entre les populations rurales et urbaines, plus jeunes et plus âgées, ainsi que selon la taille des ménages. Le monde devient de plus en plus urbain et plus âgé, et les ménages, de plus en plus petits, mais cette évolution n'est pas encore correctement prise en compte dans les modèles de changement climatique⁶⁷.

Actuellement, la plupart des pays à revenus élevés se caractérisent par des taux faibles d'augmentation naturelle (excès de naissances par rapport aux décès), alors que les pays à faibles revenus présentent des taux d'accroissement naturel et de croissance démographique généralement élevés. Cette association négative entre la rapidité de la croissance démographique et les revenus par tête contraste avec l'association positive étroite entre les niveaux de revenus et la production de gaz à effet de serre à l'origine du changement climatique. Il est donc bien connu que les pays les plus producteurs de gaz à effet de serre sont ceux dont les revenus par tête connaissent une croissance rapide et dont la croissance démographique est généralement faible, voir nulle. En revanche, les pays dont la population continue à croître rapidement ont tendance à avoir tant des revenus que des émissions de gaz à effet de serre par tête faibles. De plus, il semble qu'une croissance démographique rapide dans les pays à faibles revenus peut, à elle seule, ralentir la croissance économique, contribuant donc encore davantage au maintien d'émissions de gaz à effet de serre faibles. Par conséquent, le lien entre croissance démographique et changement climatique est loin d'être direct. Afin d'envisager l'impact potentiel de la croissance démographique sur le changement climatique, il faut tenir compte des relations entre croissance démographique, développement économique, utilisation de l'énergie et déforestation, ainsi que de l'impact de ces facteurs sur le réchauffement planétaire⁶⁸.

Les émissions par tête offrent une perspective limitée de la croissance potentielle des émissions. La compréhension des différences d'émissions entre les groupes de population, ainsi que l'évolution avec le temps des proportions de chaque groupe résultant de l'évolution démographique, permettront de mieux saisir la contribution de chaque pays au changement climatique⁶⁹.

5.2.2.2 Impacts du changement climatique sur la population

Les tendances démographiques jouent un rôle important dans le contexte plus large des tendances économiques, technologiques et sociales qui affectent le système climatique. La croissance démographique future devrait se concentrer dans les régions du monde qui commencent déjà à ressentir les impacts du changement climatique, ainsi que dans des zones et des populations – pauvres, urbaines et côtières – déjà très vulnérables à ces impacts.

Les tendances démographiques exposeront davantage de personnes aux impacts du changement climatique, en particulier dans les pays en développement. Les régions présentant une croissance

⁶⁷ Population Action International, *The Importance of Population for Climate Change Challenges and Solutions*, Fiche de données 37, 2009,

http://www.populationaction.org/Publications/Fact_Sheets/Population_and_Climate/Climate_Factsheet.pdf

⁶⁸ H. Zlotnik, *Does population matter for climate change? Population Dynamics and Climate Change*, FNUAP et IIED, 2009, <http://www.FNUAP.org/public/site/global/lang/en/pid/4500>

⁶⁹ *World Population Highlights : Key Findings From PRB's 2009 World Population Data Sheet*, Bulletin sur la population 64, n°3, 2009, <http://www.prb.org/pdf09/64.3highlights.pdf>

démographique importante et une grande vulnérabilité face aux impacts du changement climatique se chevauchent et il est suggéré que les pays et les groupes de population les plus pauvres sont les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique. La croissance démographique est plus rapide dans le monde en développement, renforçant la vulnérabilité aux impacts projetés du changement climatique. D'autres tendances démographiques, telles que l'urbanisation dans les zones côtières et l'empiétement des populations sur des zones écologiques marginales, peuvent exacerber les risques climatiques. Les domaines où les tendances démographiques sont particulièrement liées à la vulnérabilité au changement climatique comprennent :

- *Stress hydrique* : La croissance démographique met la pression sur l'approvisionnement mondial déjà limité en eau douce. Sans tenir compte des impacts projetés du changement climatique, cinq milliards de personnes, plus de la moitié de la population mondiale, devraient vivre dans des pays sous stress hydrique d'ici 2050. L'évolution climatique prévue exacerbera le problème des pénuries d'eau dans ces régions⁷⁰. Bien que les connaissances en matière d'évolution des précipitations ne soient pas encore fiables dans leurs moindres détails, la rareté de l'eau pour de nombreuses cultures aura un impact de plus en plus fort sur la production. Le changement climatique appellera à une nouvelle vision des pénuries d'eau afin de faire face aux impacts de l'évolution des précipitations et de l'augmentation de l'évapotranspiration, à l'évolution des ratios de chutes de neige et de précipitations, à la disponibilité d'eau et à la réduction de l'eau contenue dans les glaciers de montagne. De nombreuses études d'impact sur le changement climatique prédisent des problèmes mondiaux d'eau dans un avenir proche à défaut d'action adaptée afin d'améliorer la gestion de l'eau et de renforcer l'efficacité de son utilisation. Les projections suggèrent que d'ici 2050 l'eau renouvelable intérieure devrait augmenter dans certains pays développés, mais diminuer dans la plupart des pays en développement.

De plus, la fonte des glaciers aura des impacts directs sur les populations, tels que des glissements de terrain, des inondations éclair et des débordements des lacs glaciers, ainsi que des effets indirects tels que le dérèglement des cours d'eau. D'ici la fin du siècle, on estime que 40 % de la population mondiale pourrait être affectée par la fonte des neiges et des glaciers dans les montagnes d'Asie⁷¹.

- *Climat extrême et montée du niveau de la mer* : Les impacts du climat extrême et de la montée du niveau de la mer sont particulièrement profonds à cause de la densité élevée de population sur les côtes proches et dans les zones de basse altitude. Le changement climatique augmentera la chaleur et la sécheresse dans de nombreuses aires fertiles de Chine, d'Inde et des États-Unis, et encore davantage dans les zones déjà sous pression d'Afrique sub-saharienne. La plupart des modèles climatiques suggèrent un renforcement de la mousson d'été et des précipitations en Asie, mais dans les zones semi-arides africaines, les pluies pourraient décliner et les variations saisonnières et interannuelles, augmenter. Des réductions de la durée ou de l'évolution du déclenchement des inondations saisonnières affecteront la programmation et l'étendue des saisons de récolte et de culture, qui à leur tour auront des impacts profonds sur les systèmes de subsistance et de production. La fréquence et la gravité des événements climatiques extrêmes devraient augmenter et toutes les régions devraient être affectées par l'augmentation des inondations, des sécheresses, des vagues de chaleur, des ouragans tropicaux et d'autres événements extrêmes avec des conséquences importantes sur la production alimentaire et forestière, ainsi que sur la sécurité alimentaire. Le changement climatique mondial devrait bouleverser les écosystèmes et les habitats marins et d'eau douce. La montée du niveau de la mer modifiera les habitats côtiers et leur productivité future, menaçant quelques-unes des zones de pêche les plus productives du monde. Les changements de la température des océans modifieront les courants océaniques et la répartition et les types d'animaux marins, notamment les populations halieutiques. L'augmentation du CO₂ atmosphérique déclencherà une acidification des eaux

⁷⁰ Population Action International, *The Importance of Population for Climate Change Challenges and Solutions*, Fiche de données 37, 2009,

http://www.populationaction.org/Publications/Fact_Sheets/Population_and_Climate/Climate_Factsheet.pdf

⁷¹ Évaluation internationale des connaissances agricoles, des sciences et des technologies pour le développement (IAATSD), rapport de synthèse 2009,

[http://www.aqassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20\(English\).pdf](http://www.aqassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20(English).pdf).

océaniques et altérera la capacité des animaux (tels que les coraux, les mollusques et le plancton) à sécréter des squelettes calcareux, limitant ainsi leur rôle dans des écosystèmes et des chaînes alimentaires essentiels. Le changement climatique devrait entraîner d'importantes réductions au niveau de la diversité des espèces de poissons, avec une variation importante de l'abondance et de la distribution des réserves halieutiques d'eau douce, dans les rivières et les lacs d'ASS par exemple. Les zones côtières de faible altitude couvrent 2 % des zones terrestres mondiales, mais contiennent 10 % de la population mondiale et cette population croît rapidement. Au Bangladesh et en Chine par exemple, les populations vivant dans des zones côtières de basse altitude ont connu une croissance presque deux fois plus rapide que la croissance démographique nationale entre 1990 et 2000, exposant un nombre de plus en plus disproportionné de personnes aux effets négatifs de la montée du niveau de la mer et du climat extrême⁷².

- *Nuisibles et maladies* : Le changement climatique affecte et affectera la portée géographique et l'incidence de nombreux vecteurs de nuisibles et de maladies humains, animaux et végétaux et nombreuses espèces envahissantes dans de nouvelles niches écologiques. Cette évolution pourrait avoir un impact négatif sur les activités agricoles à travers son effet sur la santé des agriculteurs et des écosystèmes, particulièrement dans les pays en développement. Par exemple, une augmentation des températures et des précipitations devrait élargir le champ de maladies transmises par vecteur, leur permettant de s'établir en dehors de leurs limites actuelles et à des altitudes plus élevées. De plus, l'augmentation de l'irrigation permettant de s'adapter et de mieux contrôler la rareté de l'eau due au changement climatique pourrait renforcer l'incidence du paludisme (et d'autres maladies liées à l'eau)⁷³.

- *Perte de production agricole* : L'augmentation des températures devrait avoir un impact négatif sur la production agricole des tropiques et des sous-tropiques, où des cultures existent déjà au sommet de la pyramide des températures. Selon les projections moyennes de croissance démographique, la perte de production agricole et l'augmentation du prix des cultures dues au changement climatique rendra 90 à 125 millions de personnes supplémentaires vulnérables à la faim dans le monde en développement d'ici 2080.

- *Érosion du sol* : Les modèles de simulation climatique suggèrent des augmentations substantielles futures de l'érosion du sol. Les sols tropicaux avec peu de matière organique devraient subir l'impact le plus profond de l'érosion sur la productivité des cultures. La désertification sera aggravée par les réductions des précipitations annuelles moyennes et par le renforcement de l'évapotranspiration, en particulier sur les sols à faible niveau d'activité biologique, de matière organique et de stabilité agrégée. De plus, la migration constante vers ces zones urbaines des tranches inférieures de la population peuvent entraîner une dégradation des terres agricoles, exacerbant donc les effets du changement climatique, ceux qui restent sur les terres étant généralement les plus vulnérables. Le changement climatique entraîne un risque important de conflits futurs, voire d'affrontements violents pour les terres habitables et les ressources naturelles telles que l'eau douce, qui pourraient entraver grandement la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. On estime à 25 millions le nombre annuel de déplacés à cause de catastrophes climatiques. Le réchauffement climatique devrait faire passer ce nombre à quelque 200 millions avant 2050, avec un impact plus profond dans les écosystèmes semi-arides.

6. Quelques questions politiques

Les questions démographiques doivent être envisagées dans le contexte plus large du développement, l'objectif de réduction de la pauvreté et les OMD. Tant que des millions de

⁷² Évaluation internationale des connaissances agricoles, des sciences et des technologies pour le développement (IAATSD), rapport de synthèse 2009,

[http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20\(English\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20(English).pdf)

⁷³ Évaluation internationale des connaissances agricoles, des sciences et des technologies pour le développement (IAATSD), rapport de synthèse 2009,

[http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20\(English\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20(English).pdf)

ménages très pauvres des pays en développement sont confrontés à la pauvreté, il y a de grandes chances qu'ils aient de nombreux enfants servant de main-d'œuvre et de filet de sécurité pour leurs vieux jours, en particulier pour les activités agricoles et d'élevage. Les perspectives de chômage élevé n'incitent pas les parents à envoyer leurs enfants à l'école.

La survie des enfants demeure également l'un des obstacles majeurs à la réduction de la fécondité. L'augmentation des revenus des ménages, en particulier pour les agriculteurs de subsistance, et l'investissement dans des services de base tels que l'alimentation, l'habillement, les soins de santé et les frais scolaires sont des conditions préalables à tout débat sur le développement.

La population, en termes de taille, de croissance, de répartition et de composition, déterminera nombre de questions auxquelles les décideurs politiques auront à faire face dans les années à venir. Les politiques gouvernementales d'accès aux moyens de contraception ont largement influencé les comportements génésiques, ainsi que la santé maternelle et infantile. Le soutien direct se concrétise au travers de services de planification familiale gouvernementaux, au sein d'infrastructures telles que les hôpitaux, les cliniques, les postes et les centres de santé, ainsi que via les travailleurs gouvernementaux de terrain. Le soutien du gouvernement aux méthodes de contraception s'est renforcé au cours des 25 dernières années du vingtième siècle. En 2001, 92 % des pays soutenaient des programmes de planification familiale et la contraception. En dépit du fort soutien gouvernemental aux moyens de contraception, la demande de services de planification familiale devrait excéder l'offre. On estime qu'en 2000, quelque 123 millions de femmes n'avaient pas directement accès à des moyens de contraception sûrs et efficaces.

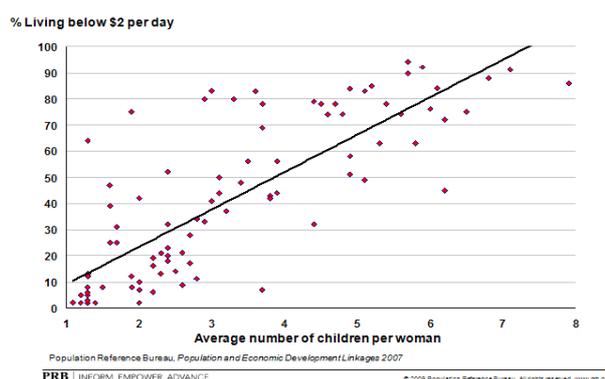
Les décideurs politiques doivent comprendre les liens entre croissance démographique et pauvreté et soutenir la recherche, la planification et la budgétisation en matière démographique. Une variété d'autres facteurs doivent également être pris en compte, notamment la qualité des soins, les attitudes culturelles traditionnelles envers la planification familiale, la confidentialité des patients, les contraintes financières, le coût pour les utilisateurs, les infrastructures de soins de santé, les partenariats avec des organisations non gouvernementales et les donateurs internationaux, ainsi que les conflits civils pouvant entraver la fourniture de biens et de services.

En ce début du 21^e siècle, la préoccupation démographique mondiale majeure est le VIH/sida. Cette crise a suscité un regain d'intérêt pour les méthodes de contraception telles que le préservatif. En dépit des efforts considérables consacrés à la promotion de l'utilisation du préservatif dans le cadre des campagnes d'éducation et de prévention du VIH/sida, son utilisation au sein des couples demeure faible dans les pays touchés. Parallèlement aux efforts gouvernementaux et au soutien des donateurs, il faut informer les ménages du lien entre croissance démographique et pauvreté, leur bien-être étant lié à leur taille. Plus les familles sont nombreuses, plus les ménages sont pauvres. Des revenus durables pour les ménages et la réduction de la pauvreté sont la clé du succès de tous les programmes démographiques et de développement. Il convient également de renforcer la participation des femmes à un emploi lucratif afin de renforcer leur compétitivité et leur statut économique.

La population demeure importante

Même en acceptant la perspective éventuelle d'une stabilisation démographique mondiale, une croissance absolue se maintiendra durant les trois à quatre générations nécessaires afin de parvenir à un équilibre mondial. À cause de ce mouvement démographique, cette croissance continuera à mettre la pression sur l'emploi, sur l'éducation et sur la santé (en particulier dans les zones urbaines). Il faudra donc maintenir et étendre les programmes déjà en place, même si cette croissance n'est que temporaire. Cette croissance sera en grande partie située dans les régions les plus pauvres. Ces politiques et ces programmes ont à peine commencé à avoir un impact sur l'Afrique sub-saharienne, ainsi que dans des zones de l'Asie du Sud et des Caraïbes. La fécondité et la croissance potentielle y demeurent élevées. De plus, les programmes de planification familiale renforçant l'accès à la contraception constituent un élément important des mesures de santé génésique et infantile qui s'imposent afin de faire face à l'épidémie de VIH/sida et aux problèmes de santé y afférents dans ces mêmes régions. Ces nouvelles menaces rendent ces programmes plus nécessaires que jamais.

Tableau : Association entre pauvreté et fécondité 2007⁷⁴



Les augmentations potentielles de population continueront d'alimenter les flux importants de migration internationale, principalement des régions pauvres d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud vers les régions développées. Même en l'absence de croissance démographique, les différences de revenus généreraient ces mouvements, mais plus la population de base est importante, plus la migration est nombreuse. Ces mouvements nécessiteront des réactions politiques et des programmes aux deux extrémités du flux.

Mouvements de population et réfugiés climatiques

Le changement climatique risque de plus en plus de contraindre des centaines de millions d'individus à la migration (réfugiés climatiques ou environnementaux)⁷⁵.

Le changement climatique risque de susciter la plus grande crise de réfugiés dans l'histoire humaine. Plus de 200 millions de personnes, principalement d'Afrique et d'Asie, pourraient être contraintes de quitter leur foyer afin de se réfugier dans d'autres lieux ou pays au cours du siècle. Nombre de réfugiés climatiques cherchent refuge dans leur propre pays. D'autres devront traverser les frontières afin de trouver un nouveau foyer. Certaines crises de réfugiés, en particulier dans les pays les plus riches du Nord, pourraient être évitées en prenant des mesures d'adaptation. De nombreux pays plus pauvres ne devraient cependant pas être capables de mener à bien des programmes d'adaptation suffisants et la migration climatique pourrait être la seule option pour de nombreuses communautés du Sud. Dans ces situations, les réfugiés climatiques devront dépendre de la protection et du soutien efficaces de la communauté internationale.

La plupart des réfugiés climatiques viendront d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des petits États insulaires. Les estimations de ce problème émergent vont de 50 millions en 2010 à des centaines de millions, voire un milliard d'ici 2050. Cela montre qu'il faut approfondir les recherches afin de déterminer un nombre plus exact de réfugiés climatiques. Néanmoins, il est clair qu'une crise se profile, à laquelle il faudra faire face au plus tôt⁷⁶.

Selon le rapport de la Fondation pour la justice environnementale, le changement climatique risque de contraindre 10 % de la population mondiale à se déplacer. Ces 40 prochaines années, le réchauffement planétaire obligera jusqu'à 150 millions de « réfugiés climatiques » à se déplacer vers d'autres pays⁷⁷. En 2008 seulement, plus de 20 millions de personnes ont été déplacées par des catastrophes climatiques naturelles, dont 800 000 des suites de l'ouragan Nargis en Asie et presque 80 000 par des inondations abondantes et des pluies diluviennes au Brésil.

⁷⁴ Source : Site web du Population Reference Bureau : <http://www.prb.org/Publications/GraphicsBank.aspx>

⁷⁵ Voir *Stern Review Report on the Economics of Climate Change*, 2006

<http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+/http://www.hm-treasury.gov.uk/6520.htm>

⁷⁶ *Global Governance Project - Policy Forum on Climate Refugees*, <http://www.glogov.org/?pageid=80>

⁷⁷ Environmental Justice Foundation (EJF), *No Place Like Home - Climate Refugees. Where next for climate refugees?* 2008, <http://www.ejfoundation.org/page590.html>

Sélection de ressources en ligne

Nations unies

FNUAP, Etat de la population mondiale 2009. Face à un monde qui change: les femmes, la population et le climat

http://www.unfpa.org/swp/2009/fr/pdf/FR_SOWP09.pdf

UNAIDS, AIDS epidemic update 2009,

http://data.unaids.org/pub/Report/2009/JC1700_Epi_Update_2009_en.pdf

World Population Prospects. The 2008 Revision

<http://esa.un.org/unpd/wpp2008/index.htm>

Highlights

http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf

Executive Summary

http://esa.un.org/unpd/wpp2008/pdf/WPP2008_Executive-Summary_Edited_6-Oct-2009.pdf

World Population Ageing 2009

http://www.un.org/esa/population/publications/WPA2009/WPA2009_WorkingPaper.pdf

International Migration 2009

http://www.un.org/esa/population/publications/2009Migration_Chart/ittmig_wallchart09.pdf

UNFPA, State of world population 2008. Reaching Common Ground: Culture, Gender and Human Rights

http://www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2008/swp08_eng.pdf

FR : http://www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2008/swp08_fre.pdf

Trends in

http://www.un.org/esa/population/publications/migration/UN_MigStock_2008.pdf

World Urbanization Prospects: The 2007 Revision

<http://www.un.org/esa/population/publications/wup2007/2007wup.htm>

Population and HIV/AIDS 2007

http://www.un.org/esa/population/publications/AIDS_Wallchart_web_2007/HIV_AIDSchart_2007.pdf

International Migration Report 2006: A Global Assessment

http://www.un.org/esa/population/publications/2006_MigrationRep/report.htm

Ensuring Access to Reproductive Health Supplies. A joint ACP/UNFPA/EC Programme in Conflict and Post-Conflict Countries, 2006

http://www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2009/acp_unfpa_ec_advocacy2009.pdf

WHO, UNICEF, UNFPA et al., Maternal mortality in 2005,

http://www.unfpa.org/webdav/site/global/shared/documents/publications/2007/mm_update05.pdf

Fertility, contraception and population policies, 2003

<http://www.un.org/esa/population/publications/contraception2003/Web-final-text.PDF>

Population, Environment and Development. The Concise Report 2001

<http://www.un.org/esa/population/publications/concise2001/C2001English.pdf>

World Population Monitoring 2001. Population, environment and development, 2001

<http://www.un.org/esa/population/publications/wpm/wpm2001.pdf>

Population Reference Bureau (PRB)

World Population Highlights: Key Findings From PRB's 2009 World Population Data Sheet," Population Bulletin 64, no. 3, 2009

<http://www.prb.org/pdf09/64.3highlights.pdf>

Population Reference Bureau, Fiche de données sur la population mondiale 2009

http://www.prb.org/pdf09/09wpds_fr.pdf

Population: a lively introduction, 2007

<http://www.prb.org/pdf07/62.1LivelyIntroduction.pdf>

The Global Challenge of HIV and AIDS, 2006

http://www.prb.org/pdf06/61.1GlobalChallenge_HIVAIDS.pdf

Transitions in World Population, Population Bulletin vol. 59, n. 1, 2004

<http://www.prb.org/Source/ACFFF4.pdf>

Critical links: population, health and the environment, 2003

http://www.prb.org/Source/58.3CriticalLinksPHE_Eng.pdf

Facing the HIV/AIDS pandemic, 2002

http://www.prb.org/Source/57.3FacingAIDSPandem_Eng.pdf

Autres sources

SOS Faim, La démographie au péril de la souveraineté alimentaire? Défis Sud n°92, 2010

http://www.sosfaim.be/pages_be/fr/publications/defissud/publications_ds92.html

Philosophical Transactions of the Royal Society - Theme Issue 'The impact of population growth on tomorrow's world', vol. 364, 2009

<http://rstb.royalsocietypublishing.org/content/364/1532.toc>

D.Satterthwaite, The implications of population growth and urbanization for climate change. In Environment and Urbanization 2009; vol. 21; p. 545

<http://eau.sagepub.com/cgi/reprint/21/2/545>

IIED, The implications of population growth and urbanization for climate change. Paper presented by D. Satterthwaite at the UNFPA and IIED Expert-Group Meeting on Population Dynamics and Climate Change, 2009

<http://www.unfpa.org/webdav/site/global/users/schensul/public/CCPD/papers/Satterthwaite%20paper.pdf>

Does population matter for climate change? Population dynamics and climate change, UNFPA, IIED, 2009, <http://www.unfpa.org/public/site/global/lang/en/pid/4500>

E. Malone, Vulnerability and Resilience in the Face of Climate Change: Current Research and Needs for Population Information, Paper prepared for Population Action International, 2009

http://www.populationaction.org/Issues/Population_and_Climate_Change/Resilience_and_Climate_Change.pdf

Population Action International, Linking Population, Fertility and Family Planning with Adaptation to Climate Change: Views from Ethiopia, 2009

http://www.populationaction.org/Issues/Population_and_Climate_Change/EthioCCS2009.pdf

DSW, EPF, Euromapping 2009. Mapping de l'aide européenne au développement et pour la population
http://www.euroresources.org/fileadmin/user_upload/Euromapping/Euromapping_2009/Euromapping2009_FR_HiRes.pdf

W. Lutz, Sola schola et sanitate: human capital as the root cause and priority for international development? In Philosophical Transactions of the Royal Society vol. 364, pp. 3031–3047, 2009
<http://rstb.royalsocietypublishing.org/content/364/1532/3031.full.pdf>

International Union for the Scientific Study of Population (IUSSP), Meeting Data Needs in Developing Countries: Questions of Quality, Quantity and Capacity, IUSSP Policy & Research Papers n° 21, 2009
http://www.iussp.org/Publications_on_site/PRP/prp21.pdf

The Population Council, Demographic Data for Development in Sub-Saharan Africa, Poverty, Gender, and Youth Working Paper n. 13, 2009
<http://www.popcouncil.org/pdfs/wp/pqy/013.pdf>

D. Pimentel, A. Wilson, Population mondiale, agriculture et malnutrition (traduction de World Watch)
<http://www.delaplanete.org/IMG/pdf/malnutrition.pdf>

Population Action International, The Importance of Population for Climate Change Challenges and Solutions, Fact Sheet 37, 2009
http://www.populationaction.org/Publications/Fact_Sheets/Population_and_Climate/Climate_Factsheet.pdf

M. Awumbila, Intra-Regional Migration In West Africa: Changing Patterns And Dynamics, DevISSues Volume 11/ No. 2. 2009
<http://www.iss.nl/DevISSues/Articles/Intra-Regional-Migration-In-West-Africa-Changing-Patterns-And-Dynamics>

Commission on Growth and Development, The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development, 2008
<http://www.growthcommission.org/storage/cgdev/documents/report/growthreportpart4.pdf>

Center for Global Development, How Demographic Change Affects Development, Technical Background Paper, 2008
http://www.cgdev.org/doc/Demographic_and_Development/DD_background_12_10_08.PDF

World Bank website, Africa's Population Set to Double by 2036, 2008
<http://go.worldbank.org/5W42H1WC30>

Environmental Justice Foundation (EJF), No Place Like Home - Climate Refugees. Where next for climate refugees? 2008
<http://www.ejfoundation.org/page590.html>

IUSSP, Sexual and Reproductive Transitions of Adolescents in Developing Countries, IUSSP Policy & Research Paper n. 20, 2007
http://www.iussp.org/Publications_on_site/PRP/prp20.pdf

N. Myers, Environmental refugees, An emergent security issue, OSCE, 13th Economic forum, Prague, May 2005
http://www.osce.org/documents/eea/2005/05/14488_en.pdf

Harvard Initiative for Global Health, Global Demographic Change: Dimensions and Economic Significance, Working paper n. 1, 2005,
http://www.hsph.harvard.edu/pgda/working/working_paper1.pdf

World Bank, The world's growing population, World Bank Atlas (36th edition), 2004,
<http://siteresources.worldbank.org/INTPRH/Resources/population.pdf>

Population Action International, The Security Demographic. Population and civil conflict after the Cold War, 2003,
http://www.populationaction.org/Publications/Reports/The_Security_Demographic/The_Security_Demographic_Population_and_Civil_Conflict_After_the_Cold_War.pdf

RAND, The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change, by Bloom, Canning, and Sevilla, 2003,
http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/2007/MR1274.pdf

Wilson Centre, Migration, Population Change and the rural environment, Environmental Change and Security Program Report, Issue 8, 2002
http://wilsoncenter.org/topics/pubs/Report_8_Billsborrow_article.pdf

C. Haub, World Population Dynamics, Berlin-Institute for World Population and Global Development, 2002
http://www.berlin-institut.org/fileadmin/user_upload/Studien/engl_Dynamics.pdf

RAND, Le « bonus démographique » Comment les dynamiques de population peuvent influencer la croissance économique. Résumé de recherche, 2002
http://www.rand.org/pubs/research_briefs/2005/RB5065.2.pdf

IPCC, Emissions scenarios. Summary for policymakers, 2000
<http://www.ipcc.ch/ipccreports/sres/emission/index.php?idp=0>

RAND, The Environmental Implications of Population Dynamics by Lori Hunter, 2000,
http://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB5045/index1.html

Sources des médias

The New York Times, Population Growth and Global Warming, December 2009
<http://greeninc.blogs.nytimes.com/2009/12/22/population-growth-and-global-warming/>

The Guardian, Global warming could create 150 million 'climate refugees' by 2050, November 2009
<http://www.guardian.co.uk/environment/2009/nov/03/global-warming-climate-refugees>

The Economist, Go forth and multiply a lot less. Lower fertility is changing the world for the better, 29/11/09
http://www.economist.com/displaystory.cfm?story_id=14743589

The Economist, Demography, growth and the environment. Falling fertility, 29/11/09
http://www.economist.com/opinion/displaystory.cfm?story_id=14744915

New Scientist, The population delusion, 23/9/09
<http://www.newscientist.com/special/population>

Sites web

Centre de recherche pour la population et la santé en Afrique
<http://www.aphrc.org/>

Banque asiatique du Développement
<http://www.adb.org/Food-Crisis/default.asp>

Banque mondiale
<http://www.banquemondiale.org/>

CGIAR - Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale
<http://www.cgiar.org/languages/lang-french.html>

CTA
<http://www.cta.int/fr/>

Demopædia. Dictionnaire démographique multilingue
<http://fr-ii.demopaedia.org/wiki/10>

EAPS
<http://www.eaps.nl/index.php>

Wilson Center – Programme pour les changements environnementaux et la sécurité
http://wilsoncenter.org/index.cfm?topic_id=1413&fuseaction=topics.home

FAO
http://www.fao.org/index_fr.htm

FNUAP – Fonds de Nations Unies pour la population
<http://www.unfpa.org/help/sitemap/fr/index.html>

Banque Inter-américaine pour le développement – Portail sur la démographie
<http://www.iadb.org/topics/topic.cfm?id=DEMG&lang=en>

FIDA
<http://www.ifad.org/>

IFPRI
<http://www.ifpri.org/>

New Scientist
<http://www.newscientist.com/special/population>

OCDE
http://www.oecd.org/home/0,3305,fr_2649_201185_1_1_1_1_1,00.html

ODI – Portail sur la crise alimentaire
<http://www.odi.org.uk/themes/food/index.asp>

OMS
<http://www.who.int/fr/index.html>

PAM - Programme Alimentaire Mondial
<http://fr.wfp.org/>

Population Reference Bureau
<http://www.prb.org/FrenchContent.aspx>

UIESP - Union internationale pour l'étude scientifique de la population
<http://www.iussp.org/indexfr.php>

UN – Division pour la population
<http://www.un.org/esa/population/unpop.htm>

UNICEF
<http://www.unicef.org/>

Union africaine
<http://www.africa-union.org/root/ua/index/index.htm>

Glossaire⁷⁸

Âge médian

Âge divisant la population en deux groupes de taille égale, de façon à ce qu'il y ait autant de personnes au-dessus et en-dessous de l'âge médian.

Comportement génésique

Volume et planification de l'activité sexuelle, de la contraception, des grossesses et des interruptions volontaires de grossesse.

Décès d'enfants de moins d'un an

Nombre de décès d'enfants de moins d'un an sur une période donnée. Les données concernent des périodes de cinq ans allant du 1^{er} juillet au 30 juin des années initiale et finale. Les données sont calculées en milliers.

Décès d'enfants de moins de cinq ans

Nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans sur une période donnée. Les données concernent des périodes de cinq ans allant du 1^{er} juillet au 30 juin des années initiale et finale. Les données sont calculées en milliers.

Décès par sexe

Nombre de décès sur une période donnée. Les données concernent des périodes de cinq ans allant du 1^{er} juillet au 30 juin des années initiale et finale. Les données sont calculées en milliers.

Densité de la population

Population par kilomètre carré.

Dividende démographique

Augmentation de la croissance économique due à l'augmentation de la population en âge de travailler. Elle a généralement lieu plus tard dans la transition démographique, avec la chute de l'indice de fécondité et du taux de dépendance des jeunes. Durant cette opportunité démographique, la productivité par tête augmente.

Dynamique démographique

Croissance (ou déclin) de la population d'un pays, principalement selon la différence entre les naissances et les décès. L'émigration et l'immigration peuvent également avoir un effet mais, dans de nombreux pays, celui-ci est relativement limité. Le nombre de naissances résulte des préférences du pays en matière de grossesses, à savoir le nombre d'enfants portés par une femme sur sa durée de vie, qu'ils soient désirés ou non. Le nombre de décès résulte de trois grands facteurs : la structure d'âge de la population – la proportion de personnes plus âgées – et le niveau global de mortalité due à une maladie et à d'autres causes. La structure d'âge est l'un des aspects démographiques essentiels, le nombre de décès dépendant généralement du nombre de personnes âgées dans la population et le nombre de naissances, du nombre de jeunes âgés de moins de 15 ans. Une population « âgée », composée de relativement peu de personnes de moins de 15 ans, enregistrera un nombre de naissances plutôt faible, comparé aux populations comprenant des proportions importantes de personnes âgées de moins de 15 ans (35 à 50 %). Ces trois facteurs, à savoir les naissances, les décès et la migration, s'allient à la structure d'âge pour faire évoluer la population.

⁷⁸ Sources : http://esa.un.org/unpd/wpp2008/peps_glossary.htm; http://www.prb.org/pdf09/09wpds_fr.pdf ; http://www.berlin-institut.org/fileadmin/user_upload/Studien/engl_Dynamics.pdf

Espérance de vie à la naissance

Nombre moyen d'années d'espérance de vie d'un nouveau-né selon le taux de mortalité prévalant l'année de sa naissance. En cours de vie, le nombre d'années d'espérance de vie augmente souvent avec les progrès de la lutte contre les maladies. L'espérance de vie à la naissance est profondément affectée par le taux de mortalité infantile et par les décès dus au sida, qui frappe la population jeune.

Espérance de vie par sexe

Nombre moyen d'années de vie d'un groupe hypothétique d'individus soumis durant toute leur vie aux taux de mortalité d'une période donnée. Elle est exprimée en années.

Évolution de la population

Augmentation de la population sur une période donnée, à savoir la différence entre la population à la fin de la période et celle au début de la période. Les données concernent des périodes de cinq ans allant du 1^{er} juillet au 30 juin des années initiale et finale. Les données sont calculées en milliers.

Fécondité de remplacement

Nombre d'enfants par femme ne faisant ni augmenter ni diminuer la taille de la population. Généralement, il est fixé à environ deux enfants par femme ou par couple. Lorsqu'un couple a deux enfants, ils ne font que « se remplacer », sans augmenter ni diminuer la taille de chaque génération successive. En termes d'indice synthétique de fécondité, la fécondité de remplacement est de 2,06 dans les pays où la durée de vie est longue. Le 0,06 supplémentaire est dû au fait que, dans le monde, les naissances de garçons surpassent d'environ 5 % celles de filles (« ratio de sexe à la naissance ») et que toutes les femmes ne vivent pas jusqu'à la fin de leur période de fécondité (conventionnellement fixée entre 15 et 49 ans). Dans les pays à durée de vie courte, la fécondité de remplacement peut atteindre 3,0 enfants, à cause du nombre relativement élevé de femmes qui ne survivent pas à leur période de fécondité.

Femmes âgées de 15 à 49 ans

Nombre de femmes âgées de 15 à 49 ans au 1^{er} juillet de l'année concernée, en pourcentage de la population féminine totale à cette même date. Le nombre de femme est calculé en milliers.

Indices de fécondité par âge

Nombre de naissances pour les femmes d'une tranche d'âge donnée, divisé par le nombre de femmes de cette tranche d'âge. Les tranches d'âge sont les suivantes : 15-19, 20-24, ..., 45-49. Les données concernent des périodes de cinq ans allant du 1^{er} juillet au 30 juin des années initiale et finale.

Indice synthétique de fécondité (ISF)

Il s'agit du nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme pendant son existence si les taux de natalité actuels pour sa tranche d'âge demeurent constants pendant toutes ses années reproductives (généralement de 15 à 49 ans).

Migration nette

Le taux estimé d'immigration nette (immigration moins émigration) pour une population de 1 000 personnes pour une année récente basé sur le taux national officiel ou dérivé résiduel des taux estimés de natalité, de mortalité et de croissance démographique. Les taux de migration peuvent varier considérablement d'une année à l'autre pour tout pays donné.

Mortalité infantile de moins de 5 ans

Probabilité de décès entre la naissance et l'âge de 5 ans. Elle est exprimée en décès pour 1 000 naissances.

Naissances

Nombre annuel de naissance sur une période donnée. Les données concernent des périodes de cinq ans allant du 1^{er} juillet au 30 juin des années initiale et finale. Les données sont calculées en milliers.

Naissances par tranche d'âge des mères

Nombre de naissances sur une période donnée par tranche d'âge des mères (15-19, 20-24, 25-29, 30-34.....45-49). Les données concernent des périodes de cinq ans allant du 1^{er} juillet au 30 juin des années initiale et finale. Les données sont calculées en milliers.

Population

Population réelle d'un pays, d'une zone ou d'une région au 1^{er} juillet d'une année donnée. Les données sont calculées en milliers.

Population de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans

Il s'agit du pourcentage de la population totale appartenant à ces tranches d'âge, considérées comme les « âges dépendants ». Espérance de vie à la naissance Il s'agit du nombre moyen d'années qu'un nouveau-né devrait vivre selon les taux de mortalité actuels.

Population par tranche d'âge de cinq ans et par sexe

Population réelle au 1^{er} juillet de l'année indiquée par sexe (hommes, femmes, tous sexes confondus) et par tranches d'âge de cinq ans (0-4, 5-9, 10-14,..., 95-99, 100+). Les données sont calculées en milliers.

Population par sexe

Population réelle au 1^{er} juillet de l'année donnée par sexe (hommes, femmes, tous sexes confondus). Les données sont calculées en milliers.

Population projetée pour 2025 et 2050

Il s'agit des projections de populations fondées sur des hypothèses raisonnables de l'évolution de la fécondité, de la mortalité et de la migration. Ces projections sont fondées sur les projections officielles des pays, les séries publiées par l'ONU ou le Bureau de Recensement des États-Unis, ou les projections du PRB.

Population rurale

Population réelle vivant dans des zones qualifiées rurales selon des critères propres à chaque région ou pays.

Population urbaine

Population réelle vivant dans des zones qualifiées d'urbaines selon des critères propres à chaque région ou pays. Les données sont fixées au 1^{er} juillet de l'année concernée et sont calculées en milliers.

Pourcentage rural

Pourcentage de la population rurale par rapport à la population totale.

Pourcentage de population urbaine

Il s'agit du pourcentage de la population totale qui vit dans les zones considérées comme « urbaines » par le pays en question. Les pays donnent différentes définitions des zones dites « urbaines », allant des centres de population de 100 foyers ou plus aux seules populations vivant dans les capitales nationales et provinciales.

Préférences génésiques

Nombre d'enfants désirés par une femme ou par un couple et planification du moment de leur naissance

Prévalence du VIH-sida

Il s'agit du pourcentage estimé d'adultes âgés de 15 à 49 ans et de jeunes âgés de 15 à 24 ans vivant avec le VIH-sida. La plupart des chiffres sont tirés du Rapport 2008 sur l'épidémie mondiale de sida préparé par l'ONUSIDA. Ces chiffres sont mis à jour à l'aide des données tirées des Enquêtes démographiques et de santé disponibles.

Ratio de dépendance

Le ratio de dépendance total correspond au ratio de la somme de la population âgée de 0 à 14 ans et de celle âgée de 65 ans et plus par rapport à la population âgée de 15 à 64 ans. Le ratio de dépendance

infantile est le ratio entre la population de 0 à 14 ans et celle âgée de 15 à 64 ans. Le ratio de dépendance des personnes âgées est le ratio entre la population de 65 ans et plus et celle âgée de 15 à 64 ans. Tous les ratios sont présentés sous la forme du nombre de dépendants pour 100 personnes en âge de travailler (15-64 ans).

Ratio démographique par sexe

Nombre d'hommes pour 100 femmes dans la population.

Ratio du sexe à la naissance

Nombre de naissances de garçons pour une naissance de fille.

Résultats génésiques

Nombre de naissances, morbidité et mortalité liées à la grossesse et morbidité et mortalité prénatales et périnatales.

Santé génésique

Santé et conditions physiques générales associées à la reproduction et aux organes reproducteurs féminins. Elle comprend tous les aspects de la reproduction, ainsi que les cancers des organes reproducteurs (col, utérus, ovaires, seins, etc.) et les infections sexuellement transmissibles telles que le VIH/sida. Les services de santé génésique sont liés aux services de soins de santé visant à améliorer ou à maintenir une bonne santé génésique. Selon le lieu, il peut s'agir d'un planning familial, de services de sécurité sanitaire maternelle et infantile, de services de santé et de bien-être à destination des adolescents, de services de prévention et de traitement du VIH/sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles et de lutte contre les pratiques traditionnelles nuisibles.

Structure âge-sexe d'une population

Composition de la population par tranches d'âge, généralement par groupes de cinq ans tels que 0-4 ans, 5-9 ans, jusqu'à une tranche d'âge limite telle que 85 ans et plus, et par sexe. Les populations très jeunes sont composées jusqu'à 45 à 50 % de tranches d'âge inférieures à 15 ans, alors que 15 à 17 % des populations « âgées » actuelles sont âgées de 65 ans et plus. La structure âge-sexe est souvent illustrée par un graphique à barres horizontales appelé « pyramide de la population ».

Structure d'âge

Aujourd'hui, la structure d'âge des populations des pays est plus variable que jamais. En Afrique, jusqu'à 45 % de la population de nombreux pays est âgée de moins de 15 ans, à cause des taux de natalité élevés et de la proportion moindre de personnes âgées. Dans les pays développés, peu d'habitants sont âgés de moins de 15 ans, 15 % pour l'Italie par exemple, alors qu'un sur quatre est âgé de plus de 60 ans.

Taux brut de natalité (TBN)

Nombre annuel de naissances pour 1 000 personnes. Actuellement, il varie entre 8 pour 1 000 dans certains pays de l'ancienne Union soviétique (tels que la Lettonie et l'Ukraine) et 50 dans plusieurs pays africains (tels que l'Angola et le Mali). Dans presque tous les pays, un taux brut de natalité élevé suggère un indice synthétique de fécondité élevé et un taux brut de natalité faible indique un indice synthétique de fécondité faible. Ce n'est que lorsque la structure âge-sexe d'une population est inhabituelle, par exemple en cas d'immigration élevée de travailleurs mâles dans les États du Golfe persique, que le taux brut de natalité ne sera pas un bon indicateur de la fécondité.

Taux brut de mortalité (TBM)

Nombre annuel de décès pour 1 000 personnes. Le taux brut de mortalité est grandement influencé par la proportion de personnes âgées dans une population et n'est pas à lui seul un bon indicateur du niveau de santé et de mortalité d'un pays donné. Par exemple, l'espérance de vie à la naissance (voir) en Suède est élevée, à savoir 80 ans, mais son taux brut de natalité est de 11 pour 1 000. Au Nicaragua, l'espérance de vie est relativement moins élevée, 68 ans, mais le taux brut de mortalité n'est que de 6, à cause de la proportion beaucoup plus élevée de jeunes dans la population.

Taux d'accroissement naturel (TAN)

Taux de natalité moins le taux de mortalité, soit le taux annuel de croissance démographique sans prendre en considération le phénomène de migration. Il est exprimé en pourcentage.

Taux de croissance démographique

Taux d'accroissement naturel ajusté aux effets de l'immigration ou de l'émigration nette, s'il y en a.

Taux démographiques

Le niveau de taux de natalité ou de fécondité est le plus souvent exprimé par l'indice synthétique de fécondité (ISF) ou par le nombre moyen d'enfants qu'une femme peut avoir au cours de sa vie à raison d'une grossesse pour une année particulière. L'ISF varie actuellement de 1,1 (dans certains pays d'Asie et d'Europe) jusqu'à sept enfants (surtout en Afrique) par femme, la variation la plus grande de l'histoire. Le taux de mortalité est généralement résumé par l'espérance de vie à la naissance ou par le nombre moyen d'années de vie d'un nouveau-né. Ce chiffre augmente généralement lorsque l'enfant grandit, avec les progrès au niveau de la lutte contre diverses maladies. Malheureusement, ce chiffre peut également chuter, comme c'est le cas dans les pays accablés par le sida. Ces derniers temps, la fécondité, la mortalité et la migration combinent leurs effets afin de susciter une évolution démographique : $P(2) = P(1) + \text{naissances} - \text{décès} + \text{immigrants} - \text{émigrants}$

Taux de mortalité infantile

Il s'agit du nombre annuel de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes. Les taux à décimale représentent des statistiques nationales dans les cas où tous les décès sont répertoriés tandis que les taux sans décimale représentent des estimations tirées des sources citées ci-dessus. Les taux indiqués en italiques sont fondés sur moins de 50 décès d'enfants par an, ce qui les rend très susceptibles à des fluctuations annuelles considérables.

Taux de natalité et de mortalité

Il s'agit du nombre annuel de naissances et de décès pour 1 000 personnes au sein de la population totale. Ces taux sont souvent qualifiés de « taux bruts » dans la mesure où ils ne prennent pas en considération la pyramide des âges de la population. Les taux de mortalité des pays plus avancés, qui comprennent une proportion relativement élevée de décès de personnes plus âgées, sont donc souvent supérieurs à ceux des pays moins avancés dans lesquels l'espérance de vie est inférieure.

Taux de scolarisation

Pourcentage d'enfants et de jeunes scolarisés à un niveau donné, tel que le primaire ou le secondaire. Les taux bruts de scolarisation (utilisés dans ce rapport) sont calculés en divisant l'ensemble des étudiants scolarisés à un niveau donné par la population correspondant à ce niveau, généralement 6-11 ans pour l'école primaire. La scolarisation incluant souvent les redoublants, les taux bruts de scolarisation peuvent dépasser 100 %. Les taux nets de scolarisation ne comprennent que les étudiants scolarisés de l'âge correspondant au niveau, mais sont moins disponibles, à cause des données détaillées nécessaires à leur calcul.

Taux net de migration

Nombre d'immigrants moins le nombre d'émigrants sur une période, divisé par les années-personnes vécues par la population du pays d'accueil sur cette période. Il est exprimé en nombre net de migrants pour 1 000 personnes.

Taux net de reproduction

Nombre moyen de filles d'un groupe donné de femmes à la fin de leur vie reproductive si elles étaient soumises durant toute leur vie aux indices de fécondité et aux taux de mortalité d'une période donnée. Il est exprimé en nombre de filles par femme.

Utilisation des contraceptifs

Il s'agit du pourcentage de femmes actuellement mariées ou vivant en situation maritale et en âge de procréer qui utilisent à l'heure actuelle une méthode quelconque de contraception. Parmi les méthodes « modernes » figurent notamment les méthodes dites cliniques et les méthodes d'approvisionnement telles

que la pilule anticonceptionnelle, le DIU, le préservatif et la stérilisation. Les données utilisées sont tirées des enquêtes nationales les plus récentes, telles que les Enquêtes démographiques et de santé, les Enquêtes sur la santé reproductive, les enquêtes en grappe à indicateur multiple, les programmes d'enquête à l'échelle régionale, les enquêtes nationales et l'Utilisation mondiale des contraceptifs 2007 publiée par la Division de la population de l'ONU.

Acronymes

ASS	Afrique sub-saharienne
BM	Banque mondiale
CIDE	Convention internationale des droits de l'enfant
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement
DIU	Dispositif intra-utérin
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EDS	Enquête démographique et de santé
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
ISF	Indice synthétique de fécondité
IST	Infection sexuellement transmissible
OMD	Objectives du millénaire pour le développement
OMS	Organisation Mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA	Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA
PF	Planification familiale
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays moins avancés
RNB	Revenu national brut
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquis
SMI	Santé maternelle et infantile
SSP	Soins de santé primaires
SR	Santé reproductive
TAN	Taux d'accroissement naturel
TBM	Taux brut de mortalité
TBN	Taux brut de natalité
TFT	Taux de fertilité totale
TI	Technologie de l'information
TMI	Taux de mortalité infantile
TMM	Taux de mortalité maternelle
TPC	Taux de prévalence contraceptive
UNGASS	Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur VIH / SIDA
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nation Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine